

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1698 (2023-2024) Nrs. 1 tot en met 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008407]

25 AVRIL 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable, l'article 1^{er}, modifié par les lois des 21 juin 1985, 28 juillet 1987, 15 mai 2006 et 8 mai 2019, et l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et §§ 2 à 3 ;

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière modifié par le décret du 18 mai 2022, les articles 7, 14, § 1^{er}, 15, § 6, et 24, § 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 19 octobre 1998 portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route ;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives ;

Vu le rapport du 20 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} juillet 2022 ;

Vu l'avis n^o 186/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'avis 74958/4 du Conseil d'État, donné le 21 décembre 2023 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux, conformément à l'article 6, § 2, 5^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 ;

Considérant l'avis du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, pôle " Mobilité ", du 8 août 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la directive (UE) 2022/1999 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle de transports de marchandises dangereuses par route.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'ADR : l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route, conclu à Genève le 30 septembre 1957 ;

2^o le RID : le Règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses ;

3^o le véhicule : tout véhicule à moteur, complet ou incomplet, destiné à circuler sur route, pourvu d'au moins quatre roues et ayant, par construction, une vitesse maximale supérieure à vingt-cinq kilomètres par heure, ainsi que ses remorques, à l'exception des véhicules qui se déplacent sur rails, des machines mobiles et des tracteurs agricoles ou forestiers qui sont destinés à l'emploi professionnel ou privé dans l'exploitation agricole, horticole, sylvicole ou piscicole ;

4^o le Ministre : le Ministre qui a le transport des marchandises dangereuses dans ses attributions ;

5^o les classes : les classes de marchandises dangereuses visées au paragraphe 2.1.1.1 de l'ADR ;

6^o le Numéro ONU : le numéro d'identification à quatre chiffres des marchandises dangereuses selon le "Règlement Type", annexé aux "Recommandations relatives au transport de marchandises dangereuses", publié par l'Organisation des Nations unies, dans son édition la plus récente ;

7° les marchandises dangereuses : les marchandises définies comme telles dans le paragraphe 1.2.1 du RID et de l'ADR qui appartiennent aux classes 2, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, 8 et 9, à l'exception des numéros ONU 1204, 1310, 1320, 1321, 1322, 1336, 1337, 1344, 1347, 1348, 1349, 1354, 1355, 1356, 1357, 1517, 1571, 1942, 2059, 2067, 2426, 2555, 2556, 2557, 2852, 2907, 3064, 3268, 3317, 3319, 3343, 3344 et 3357 ;

8° l'emballage : le récipient, le grand récipient pour vrac (GRV), le grand emballage, CGEM, la citerne, le wagon-citerne, le wagon-batterie, la citerne à déchets opérant sous vide, la citerne amovible, la citerne fixe, la citerne démontable, la citerne mobile, le conteneur-citerne, la caisse mobile citerne, l'unité de transport, le véhicule batterie, chacun selon sa définition reprise dans la section 1.2.1 de l'ADR et du RID ;

9° l'autorité compétente : le Ministre, son délégué ou toute autre instance explicitement désignée pour un cas particulier, pour l'application des prescriptions de l'ADR ;

10° le décret du 4 avril 2019 : le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

11° l'entreprise : toute personne physique ou morale, avec ou sans but lucratif, toute association ou tout groupe de personnes sans personnalité juridique, avec ou sans but lucratif, ainsi que tout organisme relevant de l'autorité publique, qu'il soit doté d'une personnalité juridique ou qu'il dépende d'une autorité ayant cette personnalité, qui transporte, charge, décharge ou fait transporter des marchandises dangereuses ainsi que celles qui stocke temporairement, collecte, conditionne ou reçoit de telles marchandises dans le cadre d'une opération de transport ;

12° l'expéditeur : l'acteur qui expédie pour lui-même ou pour un tiers des marchandises dangereuses. Lorsque le transport est effectué sur la base d'un contrat de transport, l'expéditeur selon ce contrat est considéré comme l'expéditeur ;

13° le chargeur : l'acteur désigné dans la lettre de voiture ou sur le connaissement comme étant le chargeur ou qui charge ou remplit un engin de transport ou place la cargaison sur un engin de transport, qui exécute une action de chargement ou d'empotage ;

14° le conditionneur : l'acteur qui remplit les marchandises dangereuses dans des emballages, y compris les grands emballages et les grands récipients pour vrac et, le cas échéant, prépare les colis aux fins de transport ;

15° le remplisseur : l'acteur qui remplit de marchandises dangereuses une citerne, le wagon-citerne, le wagon-batterie, véhicule-citerne, citerne démontable, citerne mobile, conteneur-citerne, un véhicule-batterie, un CGEM ou un véhicule, grand conteneur ou petit conteneur pour vrac ;

16° l'équipage : le conducteur ou toute autre personne accompagnant le conducteur pour des raisons de sécurité, de sûreté, de formation ou d'exploitation ;

17° l'agent qualifié : l'agent qualifié pour rechercher et constater des infractions, visé à l'article 14 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

18° le transport : toute opération de transport par route, effectuée par un véhicule entièrement ou partiellement sur des voies publiques, incluant les activités d'expédition, de chargement et de déchargement couvertes par l'A.D.R. sans préjudice du régime prévu par les législations en ce qui concerne la responsabilité découlant de ces opérations ;

19° le contrôle routier : tout contrôle ou toute inspection, vérification ou formalité qui est effectué sur un véhicule de transport pour des raisons de sécurité inhérente au transport de marchandises dangereuses ;

20 le contrôle en entreprise : tout contrôle ou toute inspection, vérification ou formalité qui est effectué dans les locaux des entreprises pour des raisons de sécurité inhérente au transport de marchandises dangereuses.

Les termes non définis sont entendus au sens de l'ADR.

CHAPITRE 2. — *Des catégories de risques*

Art. 3. Les amendes administratives applicables aux infractions prévues par le présent arrêté sont reprises en annexe 2. Elles sont classées dans l'une des trois catégories de risque suivantes :

1° la catégorie de risques I pour les infractions aux dispositions de l'ADR entraînant un risque élevé de décès, de dommages corporels graves ou de dommages environnementaux importants et devant normalement amener à prendre immédiatement des mesures correctives appropriées, telle que l'immobilisation du véhicule ;

2° la catégorie de risques II pour les infractions aux dispositions de l'ADR entraînant un risque de dommages corporels ou de dommages environnementaux et devant normalement amener à prendre des mesures correctives appropriées, comme l'obligation de se mettre en ordre sur les lieux mêmes du contrôle dans la mesure du possible ou, au plus tard, à l'issue de l'opération de transport en cours ;

3° la catégorie de risques III pour les infractions aux dispositions de l'ADR se traduisant par un faible risque de dommages corporels ou de dommages environnementaux et n'amenant pas à prendre des mesures correctives appropriées sur place, celles-ci pouvant être prises ultérieurement par l'entreprise.

Art. 4. Pour l'application des articles 7 et 9, s'il est considéré que les effets combinés des infractions d'une ou plusieurs catégories induisent un risque accru, elles peuvent être classées dans une catégorie supérieure.

CHAPITRE 3. — *Des contrôles des véhicules de transport par route*

Art. 5. § 1^{er}. Les agents qualifiés constatent les infractions visées à l'annexe 2, à l'exception des infractions relatives au contrôle en entreprise. Ils veillent à ce qu'une proportion représentative des transports de marchandises dangereuses par route soit soumise aux contrôles prévus par le présent arrêté et par la directive (UE) 2022/1999 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle de transports de marchandises dangereuses par route, afin de vérifier leur conformité avec la réglementation sur le transport de marchandises dangereuses par route.

Les contrôles visés à l'alinéa 1^{er} sont effectués conformément à l'article 3 du règlement (CE) 1100/2008 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2008 concernant l'élimination de contrôles aux frontières des États membres dans le domaine des transports par route et par voies navigables et à l'article 1^{er} du règlement (CEE) 3912/92 du Conseil du 17 décembre 1992 concernant les contrôles exercés dans la Communauté dans le domaine des transports par route et par voies navigables effectués par des moyens de transport immatriculés ou admis à la circulation dans un pays tiers. Ils sont effectués par sondage et couvrent, dans la mesure du possible, une partie étendue du réseau routier wallon.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, les agents qualifiés peuvent effectuer des actions spécifiques de contrôles ponctuels.

§ 2. A l'issue du contrôle, l'agent qualifié remet le document reprenant le contenu de l'annexe 1^{ère} au conducteur du véhicule, soit sous format papier, soit par voie électronique.

Le conducteur présente le document visé à l'alinéa 1^{er}, sur demande, à l'occasion de contrôles ultérieurs durant le trajet.

Art. 6. Les lieux choisis pour ces contrôles permettent la mise en conformité des véhicules contrevenants ou, si l'agent qualifié le juge approprié, l'immobilisation du véhicule sur place ou en un lieu désigné à cet effet par ce dernier sans que ce lieu ne crée un risque pour la sécurité.

Le cas échéant, et à condition que cela ne constitue pas un danger pour la sécurité, des prises d'échantillons des produits transportés peuvent être effectuées en vue de leur examen par des laboratoires dont la liste figure sur le site internet du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement.

Dès lors que cette prise d'échantillon révèle ou confirme l'existence d'une infraction, les frais y afférents sont portés à charge du contrevenant.

Les contrôles ne doivent pas dépasser un temps raisonnable.

Art. 7. Lorsqu'une ou plusieurs infractions figurant à l'annexe 2 sont constatées au cours du transport de marchandises dangereuses par route et aboutissent à relever de la catégorie de risques I, le véhicule concerné est immobilisé sur place ou à un endroit désigné à cet effet par l'agent qualifié.

Le véhicule est remis en conformité avant de poursuivre son voyage ou, en fonction des circonstances ou des exigences de sécurité, peut faire l'objet d'autres mesures appropriées telles que le transvasement des marchandises ou le remplacement du chauffeur.

L'agent qualifié peut décider d'accompagner le véhicule jusqu'à l'endroit visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 8. En vue d'assurer l'immobilisation du véhicule, lorsque celui-ci se trouve dans un lieu qui ne constitue pas un danger pour la sécurité, l'agent qualifié peut procéder au retrait des documents de bord, des clés de contact ou à la pose de sabots ou de chaînes.

Art. 9. Les agents qualifiés sélectionnent en priorité les véhicules exploités par des entreprises classées comme présentant un niveau de risque élevé, calculé sur base de la formule énoncée dans le règlement d'exécution (UE) 2022/695 de la Commission du 2 mai 2022 portant modalités d'application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la formule commune de calcul du niveau de risque des entreprises de transport.

Des véhicules peuvent également être sélectionnés en vue d'un contrôle de manière aléatoire ou lorsqu'ils sont suspectés de présenter un risque pour la sécurité routière ou pour l'environnement.

CHAPITRE 4. — *Des contrôles en entreprises*

Art. 10. § 1^{er}. Les contrôles en entreprise sont effectués par des agents statutaires ou des membres du personnel contractuel appartenant au Service public de Wallonie, Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, désignés à cette fin en vertu de l'article 3 de la loi 19 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

Les contrôles visés à l'alinéa 1^{er} sont effectués conformément à l'article 3, paragraphes 2 à 3, de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

§ 2. Les agents visés au paragraphe 1^{er} peuvent effectuer des contrôles dans les locaux des entreprises à titre préventif ou lorsque des infractions mettant en danger la sécurité du transport de marchandises dangereuses sont constatées sur la route.

§ 3. Les entreprises présentant un niveau de risque élevé, sur base de la formule énoncée dans le règlement d'exécution (UE) 2022/695 de la Commission du 2 mai 2022 portant modalités d'application de la directive 2006/22/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la formule commune de calcul du niveau de risque des entreprises de transport, sont contrôlées en priorité. Ces contrôles visent à assurer que les conditions de sécurité dans lesquelles s'effectuent les transports de marchandises dangereuses sont conformes à l'ADR.

§ 4. Lorsqu'une ou plusieurs infractions reprises à l'annexe 2 sont constatées en matière de transports de marchandises dangereuses par route, les transports concernés sont mis en conformité avant de quitter l'entreprise.

CHAPITRE 5. — *Des amendes administratives*

Art. 11. Les infractions visées à l'annexe 2 sont imputées à un ou plusieurs participants à l'opération de transport que sont le chargeur, l'expéditeur, le transporteur, l'équipage, le remplisseur et l'emballeur au regard de leurs obligations de sécurité respectives telles que visées aux annexes A et B de l'ADR.

Art. 12. Les agents qualifiés constatent les infractions visées à l'annexe 2, à l'exception des infractions relatives au contrôle en entreprise, conformément aux articles 3 à 8, § 1^{er}, 9 à 13, 16, 17 et 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière à l'exception du statut administratif et pécuniaire des agents.

Art. 13. Les agents visés à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, constatent les infractions relatives au contrôle en entreprise visées à l'annexe 2, conformément aux articles 4 à 8 de l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives.

CHAPITRE 6. — *dispositions modificatives*

Art. 14. L'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière à l'exception du statut administratif et pécuniaire des agents est remplacée par l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 15. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière en ce qui concerne le statut administratif et pécuniaire des agents, l'article 6 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le Ministre définit les signes distinctifs et autres moyens d'identification des agents qualifiés dans l'exercice de leurs fonctions et les marques distinctives des véhicules de l'Unité de Contrôle Routier visée à l'article 2 bis du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière. ».

CHAPITRE 7. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 16. L'arrêté royal du 19 octobre 1998 portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route est abrogé.

Art. 17. L'annexe à l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives, remplacée par l'arrêté royal du 19 juillet 2013, est abrogée.

Art. 18. Le Ministre qui a le transport de marchandises dangereuses dans ses attributions et le Ministre qui à la sécurité routière dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

LISTE DE CONTRÔLE

1. Lieu de contrôle	2. Date		3. Heure
4. Marque de nationalité et numéro d'immatriculation du véhicule			
5. Marque de nationalité et numéro d'immatriculation de la remorque/ semi-remorque			
6. Entreprise effectuant le transport/adresse			
7. Conducteur/Convoyeur			
8. Expéditeur, adresse, lieu du chargement (t) (2)			
9. Destinataire, adresse, lieu du chargement (l) (2)			
10. Quantité totale de marchandises dangereuses par unité de transport			
11. Limite de quantité ADR 1.1.3.6 dépassée	oui	non	
12. Mode de transport Documents de bord	en vrac	colis	citerne
13. Document de transport	contrôlé	infraction relevée	sans objet
14. Consignes écrites	contrôlé	infraction relevée	sans objet
15. Accord bilatéral/multilatéral/autorisation nationale	contrôlé	infraction relevée	sans objet
16. Certificat d'agrément des véhicules	contrôlé	infraction relevée	sans objet
17. Certificat de formation du conducteur Opération de transport	contrôlé	infraction relevée	sans objet
18. Marchandise autorisée pour le transport	contrôlé	infraction relevée	sans objet
19. Véhicules autorisés pour les marchandises transportées	contrôlé	infraction relevée	sans objet
20. Dispositions relatives au mode de transport (en vrac, en colis, en citerne)	contrôlé	infraction relevée	sans objet
21. Interdiction de chargement en commun	contrôlé	infraction relevée	sans objet
22. Chargement, arrimage de la charge et manutention (3)	contrôlé	infraction relevée	sans objet
23. Fuite de marchandises ou endommagement de colis (3)	contrôlé	infraction relevée	sans objet
24. Numéro ONU colis/citerne (2) (3) (ADR 6)	contrôlé	infraction relevée	sans objet

25. Marquage (ex. n° ONU) et étiquetage des colis (ADR 5.2) (²)	contrôlé	infraction relevée	sans objet
26. Placardage des citernes/véhicules (ADR 5.3.1)	contrôlé	infraction relevée	sans objet
27. Marquage véhicule/unité de transport (panneau orange, température élevée) (ADR 5.3.2-3)	contrôlé	infraction relevée	sans objet
Equipements à bord			
28. Equipements de sécurité d'usage général indiqués dans l'ADR	contrôlé	infraction relevée	sans objet
29. Equipements adaptés aux marchandises transportées	contrôlé	infraction relevée	sans objet
30. Autres équipements indiqués dans les consignes écrites	contrôlé	infraction relevée	sans objet
31. Extincteur(s) d'incendie	contrôlé	infraction relevée	sans objet
39. Catégorie du risque le plus grave de l'infraction relevée	Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III
40. Remarques			
41. Autorité/agent ayant effectué le contrôle			
(1) Ne remplir que s'il y a un rapport avec une infraction (2) À mentionner sous «remarques» pour les opérations de groupage de transports (3) Contrôle des infractions apparentes			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

Infractions		Réglementation	Somme à percevoir	Catégorie
Chapitre 1. Document de transport et document d'identification				
1.1.	Pas de document de transport pour les marchandises dangereuses	5.4.1 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
1.2.	Impossibilité d'identifier la marchandise par manque de données ou par des données qui se contredisent en employant le tableau A	5.4.1.1.1 ou 5.4.1.1.16 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
1.3.	Pas de mention de la date à laquelle le temps de retenue réel expire	4.3.3.5, 5.4.1.2.2. de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
1.4.	Non-respect des dispositions particulières relatives aux moyens de rétention vide non nettoyés	5.4.1.1.6 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
1.5.	Document de transport pour les marchandises dangereuses absent ou incomplet dans le cas d'un transport à vide non nettoyé	5.4.1.1.1 ou 5.4.1.1.6 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II

1.6.	Une version exploitable par les contrôleurs n'est pas disponible	5.4.4.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
1.7.	Le document de transport n'est pas accessible aux services de secours en cas d'urgence	5.4.0, 8.1.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
1.8.	Les quantités manquent ou sont incomplètes	5.4.1.1.1 et 5.4.1.1.3.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
	Les valeurs calculées selon 1.1.3.6 manquent ou sont incomplètes			III
	Nom ou adresse de l'expéditeur ou du destinataire manquant ou erroné			III
1.9.	Documents pas dans les langues prévues dans l'ADR	5.4.1.4 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
1.10.	La mention dangereux pour l'environnement manque ou est illisible	5.4.1.1.18 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
1.11.	Autres non-conformités au document de transport pour les marchandises dangereuses	Art. 7 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives, ci-après l'arrêté royal du 28 juin 2009, 3.3, 3.5.6, 5.4.1 et 5.5 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
1.12.	Les documents de transport ne sont pas conservés trois mois	5.4.4 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
1.13.	L'équipage a accepté le chargement malgré des défauts manifestes aux règles relatives au document de transport pour les marchandises dangereuses	5.4.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
1.14.	Membre de l'équipage n'a pas avec lui un document d'identification portant sa photographie	1.10.1.4 de l'annexe A à l'ADR	55 EUR	III
Chapitre 2. Certificat d'agrément				
2.1.	Faux document	8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	3.750 EUR	I
2.2.	Inexistant	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	1.650 EUR	I
2.3.	Périmé depuis plus de six mois ou non valable pour les marchandises transportées	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	1.100 EUR	I
2.4.	Périmé depuis six mois au plus	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	550 EUR	II
2.5.	Absent, mais valable	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 3. Certificat de formation du conducteur				
3.1.	Faux document	8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	3.750 EUR	I
3.2.	Établi au nom d'une autre personne	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	2.750 EUR	I
3.3.	Inexistant – pas de permis ADR	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	1.100 EUR	I
3.4.	Catégorie ou classe non valable ou périmé depuis plus de six mois	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	550 EUR	II
3.5.	Périmé depuis six mois maximum	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	275 EUR	III

3.6.	Absent, mais valable	7.5.1.2, 8.1.2.2 de l'annexe B à l'ADR	55 EUR	III
Chapitre 4. Consignes écrites				
4.1.	Absentes, illisibles, ou incomplètes	5.4.3.4 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
4.2.	Pas dans une langue comprise par le chauffeur	5.4.3.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
4.3.	Dans une ancienne version/version périmée	5.4.3.4 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
4.4.	Forme ou fond incorrect	5.4.3.4 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
4.5.	Pas à l'endroit réglementaire	5.4.3.1 de l'annexe A à l'ADR	55 EUR	III
4.6.	Autres infractions	5.4.3 de l'annexe A à l'ADR	55 EUR	III
Chapitre 5. Autres documents				
5.1.	Les documents exigés dans les dérogations délivrées par les autorités compétentes manquent	Art. 8, 9, 12, 13 et 14 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives	550 EUR	II
5.2.	Autorisation, annonce ou notification préalable requise absente	1.4.2.2, 3.3, 4.2.1.13, 5.1.1, 6.7.1.3 de l'annexe A à l'ADR, Art. 8, 9, 12, 13 et 14 de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives	550 EUR	II
Chapitre 6. Signalisation véhicule/citerne				
6.1.	Aucun élément de signalisation du véhicule	5.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
6.2.	Le numéro UN sur les panneaux orange ne correspond pas aux données sur le document de transport	5.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
6.3.	Code de danger erroné ou incomplet sur panneaux orange	5.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
6.4.	Signalisation insuffisante = un ou plusieurs panneaux orange manquent	5.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
6.5.	Toutes les plaques-étiquettes manquent	5.3.1 ou 5.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
6.6.	Signalisation insuffisante = une ou plusieurs plaques étiquettes manquent	5.3.1 ou 5.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	I
6.7.	Une ou plusieurs plaques étiquettes ne correspondent pas à celles mentionnées dans la colonne 5 du tableau A	5.3.1 ou 5.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
6.8.	Véhicule signalé par des panneaux orange et éventuellement plaques étiquettes non ou insuffisamment masqués dans le cas de transport non ADR	5.3.2.1.8 ou 5.3.1.1.6 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II

6.9.	Code de danger erroné ou incomplet sur panneaux orange : nature du danger correcte, mais plus intense que celui du produit transporté, par exemple, " 33 » affiché au lieu de " 30 » requis	5.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	II
6.10.	Un ou plusieurs panneaux orange illisibles	5.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
6.11.	Une ou plusieurs plaques-étiquettes illisibles	5.3.1.1 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
6.12.	Signalisation mal fixée ou en mauvais état	5.3.2.2 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
6.13.	Signalisation mal placée	5.3.2.1, 5.3.2.1.2, 5.3.2.1.4, 5.3.2.1.5 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
6.14.	Autres non-conformités relatives aux plaques étiquettes, entre autres les dimensions	5.3.1 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
6.15.	Autres non-conformités relatives aux panneaux orange	5.3.2 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 7. Colis				
7.1.	Marquage et marque			
7.1.1.	Marquage UN absent, emballage non testé	4.1.1.3 de l'annexe A à l'ADR	1650 EUR	I
7.1.2.	Le numéro d'identification ne correspond pas aux données sur le document de transport	5.2.1.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
7.1.3.	Marquage UN incomplet, incorrect, ou illisible emballage testé	4.1.1.3 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
7.1.4.	Utilisation d'un emballage non autorisé, voir les instructions d'emballage, ou qui ne répond pas à toutes les prescriptions de l'instruction d'emballage	4.1.4 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
7.1.5.	Nom du gaz erroné ou manquant, récipient à gaz	5.2.1.6 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
7.1.6.	Numéro d'identification manque	5.2.1.1 ou 5.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
7.1.7.	Le contrôle périodique du récipient à gaz n'est pas renouvelé dans les délais prescrits	4.1.6.10 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
7.1.8.	Le contrôle périodique du grand récipient pour vrac n'est pas renouvelé dans les délais prescrits	4.1.2.2 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
7.1.9.	Durée d'utilisation de certains emballages ou grand récipient pour vrac est dépassée	4.1.1.15 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
7.1.10.	"suremballage" manque ou pas dans la langue prescrite ou les numéros UN, étiquettes de danger manquent lorsque ceux appliqués sur les emballages ne sont pas visibles	5.1.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
7.1.11.	Pas de flèches d'orientation, de marque " matière dangereuse pour l'environnement », de marque pour les piles au lithium ou marque illisible	5.2.1.8 ou 5.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
7.1.12.	Autres non-conformités relatives au marquage ou aux marques	3.3 et 6.1.3 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
7.2.	Etiquetage			
7.2.1.	Une ou plusieurs étiquettes manquent	5.2.2.1.1 ou 5.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II

7.2.2.	Une ou plusieurs étiquettes ne correspondent pas à celles mentionnées à la colonne 5 du tableau A	5.2.2.1.1 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
7.2.3.	L'équipage a accepté le chargement malgré des défauts manifestes aux règles relatives aux marques, marquage et étiquetage des colis	4.1 et 5.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
7.2.4.	Autres non-conformités de l'étiquetage, entre autres les dimensions et les étiquettes sur deux côtés opposés du grand récipient pour vrac	5.2.2 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
7.3.	Autres			
7.3.1.	Chargement non arrimé ou non fixé sur le véhicule	3.3 et 7.5.7 de l'annexe A à l'ADR,	Montant prévu à l'article 25, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmenté de 50 pour cent	I
7.3.2.	Emballage non fermé matière dangereuse non retenue	4.1.1.1 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
7.3.3.	Chargement insuffisamment arrimé	3.3 et 7.5.7 de l'annexe A à l'ADR,	Montants prévus à l'article 25, 3°, c), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmentés de 50 pour cent	I
7.3.4.	Fuite à l'emballage	4.1.1.1 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
7.3.5.	Emballer en commun deux marchandises qui ne peuvent pas l'être	4.1.1.6 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
7.3.6.	Colis mis dans le mauvais sens (flèches d'orientation)	4.1.1.5, 5.1.2.3 de l'annexe A à l'ADR, 7.5.1.5 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
7.3.7.	Non-respect des règles de gerbage	7.5.7.2 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
7.3.8.1	Marge de remplissage trop faible/colis trop rempli	4.1.1.4 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
7.3.8.2	Augmentation dangereuse de la pression dans l'emballage	4.1.1.19 et 4.1.4 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I

7.3.9.	Déformation de l'emballage qui met en péril la stabilité ou la sécurité	4.1.1.4 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
7.3.10.	Non-respect des règles de l'emballage en commun	4.1.10 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
7.3.11.	Non-respect des règles de chargement en commun	7.5.2 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
7.3.12.	Non-respect des règles de chargement en commun objets de consommation et aliments pour animaux	7.5.4 et CV28 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
7.3.13.	Chargement non accessible pour le contrôle	1.8.1 et 5.2.1.2 de l'annexe A à l'ADR, directive (UE) 2022/1999	550 EUR	II
7.3.14.	Robinetterie des récipients à gaz non conforme	4.1.6.8 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
7.3.15.	L'équipage a accepté le chargement malgré des défauts manifestes aux règles relatives à l'arrimage, au gerbage et à l'orientation	3.3 et 7.5.7 de l'annexe A à l'ADR,	550 EUR	II
7.3.16.	Emballage endommagé	4.1.1.9 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
7.3.17.	Autres non-conformités	4.1, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6 ou 7.2.4 de l'annexe A à l'ADR	55 EUR	III
Chapitre 8. Citernes				
8.0.	Citerne non ADR	4.2.1.1, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2, 4.3.2.1, 4.4.1 ou 4.5.2.1 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
8.0.1.	Citerne n'étant plus en conformité avec les prescriptions de l'ADR	4.2.1.1, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2 ou 6.8.2.3.3 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
8.1.	Marquage			
8.1.1.	La validité de la dernière inspection de la citerne est dépassée depuis plus de six mois	6.7.2.19.2, 6.8.2.4.2, 6.8.2.4.3, 6.8.3.4.6, 6.8.3.4.15, 6.9.2.8, 6.13.5.2 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
8.1.2.	Contrôle exceptionnel non effectué lorsque la sécurité de la citerne ou de ses équipements a pu être compromise, après réparation, modification ou accident de la citerne, ou en présence de signes d'endommagement ou de corrosion, ou de fuites, ou d'autres défauts indiquant une déficience susceptible de compromettre l'intégrité de la citerne	6.7.2.19.7, 6.8.2.4.4 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
8.1.3.	La validité de la dernière inspection de la citerne est dépassée depuis six mois au plus	6.7.2.19.2, 6.8.2.4.2, 6.8.2.4.3, 6.8.3.4.6, 6.8.3.4.15 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	II
8.1.4.	Marquage manquant ou incomplet	6.7.2.20, 6.7.3.16, 6.7.4.15, 6.7.5.13, 6.8.2.5, 6.8.3.5, 6.9.2.10 et 6.13.6 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	II
8.1.5.	Pas de marquage du temps de retenue réel	4.2.3.7.2. de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I

8.2.	Autres			
8.2.1.	Matière non autorisée en citerne colonne 10/12 du tableau A	7.4.1 de l'annexe A à l'ADR	2.750EUR	I
8.2.2.	Transport de denrées alimentaires dans des citernes ADR interdit	TU15 4.3.5 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
8.2.3.	Transport de denrées alimentaires dans des citernes ADR sans avoir pris les mesures nécessaires en vue de prévenir toute atteinte à la santé publique	4.3.2.1.6 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
8.2.4.	Citerne non fermée ou fuite à la citerne ou son équipement	4.3.2.3.3 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
8.2.5.	Taux de remplissage maximum dépassé, quantités non respectées	4.2.1.9.1.1, 4.2.1.13.13, 4.2.1.19.2, 4.2.2.7, 4.2.3.6, 4.2.4.5, 4.2.5.2.6, 4.2.5.3, 4.3.2.2, 4.3.3.2, 4.3.5, 4.4.2.1 ou 4.5.2.1 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
8.2.6.	Règle chargement partiel vingt à quatre-vingts pourcents non respectée	4.3.2.2.4 ou 4.2.1.9.6 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
8.2.7.	Le temps de retenue réel est dépassé	4.2.3.6, 4.2.3.7, 4.2.3.8, 4.3.3.5, 4.3.3.6, 5.4.1.2.2, 6.7.4.2.10, 6.7.4.15, 6.8.3.4.10 ou 6.8.3.5.4 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
8.2.8.	La citerne ne répond pas aux exigences minimales du code-citerne ou des dispositions spéciales requises pour la marchandise transportée	4.2.1.1, 4.2.1.19.2, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2, 4.2.5.2.5, 4.2.5.3 ou 4.3.2.1 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
8.2.9.	Transport de matières chimiquement instables sans avoir pris les mesures nécessaires pour en prévenir la décomposition, la transformation, ou la polymérisation dangereuses pendant le transport	2.2.41.1.16, 2.2.41.1.17, 2.2.41.1.21, 2.2.41.2.1, 2.2.51.2.1, 2.2.52.1, 3.3, 4.2.1.3, 4.2.2.4, 4.2.5.2.6, 4.2.5.3, 4.3.4.1.3, 4.3.5 (TU 1 à 4, 11 à 14, 16, 21, 39), 4.4.2 de l'annexe A à l'ADR, 7.1.7 de l'annexe B à l'ADR	1.100 EUR	I
8.2.10.	Tous les systèmes, d'ouvertures d'une série, placés les uns à la suite des autres, ne sont pas fermés, mais au moins un est fermé ; les systèmes d'ouvertures d'une série ne sont pas fermés dans le bon ordre	4.3.2.3.3 et 4.3.2.3.4 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
8.2.11.	Citerne vide non nettoyée non fermée	4.3.2.4.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
8.2.12.	Autres non-conformités de la citerne	4.2, 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 6.7, 6.8, 6.9, 6.10, 6.12 ou 6.13 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 9. Vrac				
9.1.	Matière non autorisée en vrac	7.3.1.1, 7.3.1.2 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
9.2.	Fuite	7.3.1.3 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I

9.3.	Conteneur structurellement impropre à l'emploi ; parois intérieures, plafond et plancher présentant saillies ou dommages ; doublures intérieures ou équipement de rétention des matières présentant accrocs, déchirures ou dommages susceptibles de compromettre ses capacités de rétention de la cargaison	7.3.1.13, 7.5.1.2 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
9.4.	Conteneur non fermé ou non bâché	7.3.1.3 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
9.5.	Marchandise dangereuse non admise dans ce type de véhicule/conteneur	7.3.1.1, 7.3.1.6 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
9.6.	Charge mal répartie sur le plateau de chargement	7.3.1.4 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
9.7.	Non-conformité aux dispositions spéciales	7.3.3 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
9.8.	Autres non-conformités relatives au transport en vrac	7.3 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 10. Interdiction de transport				
10.1.	Marchandise dangereuse non admise au transport	3.2 de l'annexe A à l'ADR	4.500 EUR	I
Chapitre 11. Équipement				
11.1.	Extincteur :	8.1.4.1, 8.1.4.2, 8.1.4.3 ou 8.1.4.4 de l'annexe B à l'ADR 4.1 de l'annexe à l'arrêté royal du 28 juin 2009	275 EUR	II
	- absent ;			
	- à capacité insuffisante ;			
	- hors d'usage manomètre sur zéro, flexible endommagé ;			
	- non conforme, marque de conformité, date de validité manque ou date de contrôle dépassée ;			
	- non adapté à toutes les classes d'inflammabilité.			
11.2.	Le masque d'évacuation d'urgence manque ou le filtre n'est pas adapté ou est périmé	8.1.5.3 de l'annexe B à l'ADR	275 EUR	II
11.3.	Par élément manquant autre que celui mentionné sous 11.2	8.1.5 de l'annexe B à l'ADR	125 EUR	III
11.4.	Autres non-conformités relatives aux équipements	8.1.4, 8.1.4.5 de l'annexe B à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 12. Marquage particulier				
12.1.	Pas de marque de mise en garde contre les risques d'asphyxie ou signal illisible	5.5.2, 5.5.3 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
12.2.	Pas de marque de mise en garde contre les espaces confinés/moyens de confinement ou signal illisible	CV36 et CV37 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
12.3.	Pas de marque pour matières transportées à chaud ou pour matières dangereuses pour l'environnement ou marque illisible	5.3.3, 5.3.6 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
12.4.	Marques manquantes sur l'arrière de la citerne	3.3 de l'annexe à l'arrêté royal du 28 juin 2009	275 EUR	III

12.5.	Autres non-conformités	5.3.3, 5.3.6, 5.5.2 ou 5.5.3 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 13. Exemptions				
13.1.1	Il n'est pas satisfait aux conditions d'applicabilité pour faire usage des quantités limitées	3.4.1 § 1, 3.4.2 à 3.4.4 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
13.1.2	Pas de marques relatives aux quantités limitées sur les colis	3.4.7, 3.4.8 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	II
13.1.3	Autre non-conformité relative aux quantités limitées	3.4.7 à 3.4.13 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
13.2.1	Il n'est pas satisfait aux conditions d'applicabilité pour faire usage des quantités exceptées	3.5.1.2 à 3.5.3.2 et 3.5.5 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
13.2.2	Pas de marques relatives aux quantités exceptées sur les colis	3.5.4.1 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	II
13.2.3	Autre non-conformité relative aux quantités exceptées	3.5.4, 3.5.6 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
13.3.1	Il n'est pas satisfait aux conditions d'applicabilité pour faire usage de l'exemption totale	1.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
13.3.2	Exemption totale : les mesures à prendre pour éviter les fuites ne sont pas suffisantes	1.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
13.3.3	Exemption totale : les quantités maximales autorisées pour faire usage de l'exemption sont dépassées de maximum dix pour cent	1.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
13.3.4	Exemption totale : autre non-conformité liée à l'usage ou usage abusif	1.1.3.1 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
13.4.	Il n'est pas satisfait aux conditions d'applicabilité pour faire usage de l'exemption liée aux quantités transportées par unité de transport	1.1.3.6.1, 1.1.3.6.3, 1.1.3.6.4, 1.3.6.5 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
13.5.	Exemption liée aux quantités transportées par unité de transport : les quantités maximales autorisées pour faire usage de l'exemption sont dépassées de maximum dix pour cent	1.1.3.6.3, 1.1.3.6.4, 1.3.6.5 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
13.6.	Non-respect des prescriptions relatives aux exemptions :	1.1.3.5, 1.1.3.7, 1.1.3.10, 3.3 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	II
	- liées aux emballages vides non nettoyés ;			
	- liées aux dispositifs de stockage et de production d'énergie électrique ;			
	- liées au transport de lampes contenant des marchandises dangereuses ;			
	- liées aux dispositions spéciales applicables à une matière ou à un objet particulier.			
13.7.	Autre non-conformité concernant les exemptions applicables à une matière ou à un objet particulier	3.3 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II

Chapitre 14. Autres prescriptions				
14.1.	Dépassement de la masse totale autorisée	1.4.2.2, 1.4.3.3	Montant prévu à l'article 19 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière augmenté de 30% pour cent	I
14.2.	Non-conformité à la définition d'unité de transport deux remorques ou plus	8.1 de l'annexe B à l'ADR	1.650 EUR	I
14.3.	Infraction aux règles d'arrimage du conteneur, conteneur-citerne, citerne mobile ou CGEM sur le véhicule porteur	7.5.7.4 de l'annexe A à l'ADR	Montant prévu à l'article 25, 3°, c), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmenté de 50 pour cent	I
14.4.	Non-respect des limitations de quantités transportées	7.5.5.3 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
14.5.	Conteneur, conteneur-citerne, citerne mobile ou CGEM structurellement en mauvais état	7.1.4, 7.3.1.13, 7.5.1.2 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
14.6.	Non-respect des précautions à respecter avec les liquides et les gaz inflammables	4.1.2.1, 7.5.10, 8.5 (S2) de l'annexe B à l'ADR	550 EUR	I
14.7.	Non-conformité concernant les dispositions spéciales de transport relatives au chargement	7.5.11 (CV1, CV14, CV20 à CV27 compris et CV34 et CV35) de l'annexe B à l'ADR ou 8.5 (S4)	550 EUR	I
14.8.	Résidus dangereux de groupe d'emballage I, sur l'extérieur de la citerne ou de l'emballage ou du véhicule/conteneur, vrac	4.1.1.1, 4.3.2.3.5 ou 7.3.1.8 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	I
14.9.	Résidus dangereux des groupes d'emballage II ou III sur l'extérieur de la citerne ou de l'emballage ou du véhicule/conteneur, vrac	4.1.1.1, 4.3.2.3.5 ou 7.3.1.8 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
14.10.	Nettoyage du véhicule ou conteneur non effectué transport en vrac ou causé par la fuite d'un colis	7.5.8.1 ou 7.5.8.2 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	II
14.11.	Autre non-conformité concernant les dispositions spéciales applicables à une matière ou à un objet particulier	3.3 de l'annexe A à l'ADR	125 EUR	III
Chapitre 15. Chauffeurs				
15.1.	Refus de contrôle	1.8.1 de l'annexe A à l'ADR	6.500 EUR	I

15.2.	Non-respect d'une immobilisation	1.8.1.3 de l'annexe A à l'ADR	3.750 EUR	I
15.3.	Les connecteurs du système de freinage ne sont pas branchés entre le véhicule moteur et la remorque	8.3.8 de l'annexe B à l'ADR	Montant prévu à l'article 25, 3 ^o , a), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmenté de 50 pour cent	I
15.4.	Non-respect des restrictions à la circulation dans les tunnels routiers	8.6 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
15.5.	Non-respect du signal C24 a, b ou c	8.6 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	I
15.6.	Non-respect de l'obligation d'emprunter les autoroutes ou autres voiries autorisées	8.6 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
15.7.	Non-respect de l'interdiction de fumer	8.3.5 de l'annexe B à l'ADR	550 EUR	II
15.8.	Non-respect de l'interdiction d'ouvrir les colis	8.3.3 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
15.9.	Non-respect des dispositions relatives au stationnement	8.5 (S8 et S9) de l'annexe B à l'ADR	550 EUR	III
15.10.	Non-respect de restrictions à la circulation non couvertes ailleurs dans cette liste	annexes A et B à l'ADR	275 EUR	III
15.11.	Présence à bord de personnes n'appartenant pas à l'équipage	8.3.1 de l'annexe B à l'ADR	275 EUR	III
Chapitre 16. Entreprises				
16.1.	Généralités			
16.1.1.	Refus d'accès au site	1.8.1.3 de l'annexe A à l'ADR	6.500 EUR	
16.1.2.	Absence de conseiller à la sécurité en possession d'un certificat en cours de validité	1.8.3.1 de l'annexe A à l'ADR	6.500 EUR	
16.1.3.	Absence de plan de sûreté	1.10.3.2 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	
16.1.4.	Identité du conseiller à la sécurité non transmise à l'autorité dans les délais	1.8.3.5 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
16.1.5.	Rapport d'accident non transmis à l'autorité dans les délais	1.8.3.6, 1.8.5 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
16.1.6.	Pas de formation adaptée des intervenants	1.3.1, 1.3.2, 1.3.3, 1.10.2 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
16.1.7.	Le conseiller à la sécurité ne possède pas le certificat de la bonne catégorie	1.8.3.1 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	
16.1.8.	Pas de rapport annuel, ou rapport incomplet	1.8.3.3 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	
16.1.9.	N'applique pas le plan de sûreté	1.10.3.2 de l'annexe B à l'ADR	1.100 EUR	
16.2.	Expéditeurs			
16.2.1.	Non-classification en tant que matière interdite au transport	1.4.2.1 de l'annexe A à l'ADR	6.500 EUR	I

16.2.2.	Non-classification en tant que matière dont le transport est réglementé par le traité ADR	1.4.2.1 de l'annexe A à l'ADR	3.750 EUR	I
16.2.3.	Attribution d'un numéro UN erroné	1.4.2.1 de l'annexe A à l'ADR	2.750 EUR	I
16.2.4.	Attribution d'un groupe d'emballage trop faible degré de danger moins élevé	1.4.2.1 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
16.2.5.	Utilisation du 2.1.3.5.5 pour des déchets donc la composition est connue	2.1.3.5.5 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	I
016.2.6.	Mauvaise utilisation du 2.1.3.5.5 non mentionnée ailleurs	2.1.3.5.5 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	II
16.2.7.	Non-attribution du risque pour l'environnement	1.4.2.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.2.8.	Autre infraction liée à la classification	2.1, 2.2 et 3.3 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
16.3.	Transporteur			
16.3.1.	Pas de dispositif de limitation de vitesse, ou limiteur de vitesse manifestement inopérant, non conforme aux exigences ou si la vitesse du véhicule n'est pas limitée à la valeur prescrite ;	9.2.5. de l'annexe B de l'ADR	Montant prévu à l'article 25, 5°, b), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmenté de 30 pour cent	I
16.3.2.	L'équipement électrique ou de freinage n'est pas conforme	9.2.2 ou 9.2.3 de l'annexe B à l'ADR	Montant prévu à l'article 25, 3°, a), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmenté de 50 pour cent	I
16.3.3.	Autres non-conformités relatives au contrôle technique du véhicule	9.2. de l'annexe B de l'ADR	Montant prévu à l'art 25, 2°, a), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 avril 2023 relatif au contrôle technique routier des véhicules utilitaires immatriculés en Belgique ou à l'étranger augmenté de 50 pour cent	II

16.3.4.	Non-vérification du bon état du véhicule	1.4.2.2 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.3.5.	Non-respect des dispositions relatives à la surveillance, l'arrêt et à la protection du transport	8.4 ou 8.5 (S10 et S13 à S24 compris) de l'annexe B à l'ADR	550 EUR	II
16.3.6.	Non-conformité relative au réservoir à carburant	1.1.3.3 de l'annexe A à l'ADR	275 EUR	III
16.3.7.	Non-conformités relatives aux extincteurs automatiques	9.7.9.1 de l'annexe B à l'ADR	1100 EUR	I
16.3.8.	Non-conformités relatives aux protections thermiques	9.7.9.2 de l'annexe B à l'ADR	1100 EUR	I
16.3.9.	Autres non-conformités relatives au véhicule	partie 9 de l'annexe B à l'ADR	125 EUR	III
16.4.	Destinataire			
16.4.1.	Refus de décharger sans motif valable	1.4.2.3.1 de l'annexe A à l'ADR	1100 EUR	II
16.4.2.	Rendre au transporteur un conteneur non conforme	1.4.3.2 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.5.	Chargeur			
16.5.1.	Non-respect des prescriptions relatives au chargement et à la manutention	1.4.3.1.1, 7.5.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.5.2.	Équipements de raccordement du véhicule à l'installation fixe, tuyaux flexibles, raccords, non nettoyés ou mal nettoyés après le chargement	1.4.3.3 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.6.	Déchargeur			
16.6.1.	Non-respect des prescriptions relatives au déchargement et à la manutention	1.4.3.7.1 b et c, 7.5.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.6.2.	Non-respect des prescriptions relatives au nettoyage des véhicules/citernes/conteneur	1.4.7.3.1 d et e de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.6.3.	Équipements de raccordement du véhicule à l'installation fixe, tuyaux flexibles, raccords, non nettoyés ou mal nettoyés après le déchargement	1.4.3.7.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
16.6.4.	Refus de dégazer la citerne après le déchargement	1.4.3.7.1 de l'annexe A à l'ADR	550 EUR	II
Chapitre 17. Organismes d'inspection				
17.1.	Délivrance de faux certificats	1.8.7, 1.8.8, 4 et 6 de l'annexe A à l'ADR	6.500 EUR	
17.2.	Délivrance de certificats non conformes	1.8.7, 1.8.8, 4 et 6 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
17.3.	Non-respect des conditions de certification	1.8.6.3.1 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
17.4.	Utilisation de sous-traitants non accrédités selon les normes prescrites	1.8.6.3.3.1, 1.8.7.7.2 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
17.5.	Délégation de la totalité de ses tâches d'évaluation de la conformité, de contrôle périodique, de contrôle intermédiaire ou de contrôle exceptionnel	1.8.6.3.3.1, 1.8.7.7.2 de l'annexe A à l'ADR	1.650 EUR	
17.6.	Autres irrégularités liées à des délégations de tâches	1.8.6.3.3 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	
17.7.	Non-respect des obligations d'information des autorités	1.8.6.3.3.1, 1.8.6.3.4, 1.8.7.5.3, 1.8.7.7.5 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	
17.8.	Non-respect des procédures d'agrément des emballages/citernes	1.8.7, 1.8.8, 4 et 6 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	

17.9.	Autres irrégularités	1.8.6, 1.8.7, 1.8.8, 4 et 6 de l'annexe A à l'ADR	1.100 EUR	
-------	----------------------	---	-----------	--

Vu pour être annexé l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives

“ Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, à l'exception du statut administratif et pécuniaire des agents

<input type="checkbox"/> AAM <input type="checkbox"/> Consignation	Formulaire d'amende administrative minorée ou de consignation de sommes
---	---

UNITE DE CONTRÔLE ROUTIER	Formulaire destiné à l'auteur.
------------------------------	--------------------------------

Lieu de l'infraction :

Date du constat :

Heure du constat :

AUTEUR DE L'INFRACTION

Nom, prénom :
 Date
 de naissance :

Rue, N° :

Code postal : Commune :

Pays :

 Nationalité :

VEHICULE(S)

Marque :

Type :

Immatriculation :

Nationalité :

NATURE DE(S) (L') INFRACTION(S)

Vous reconnaissez l'infraction. Vous devez payer par carte bancaire, carte de crédit, virement⁽¹⁾ ou en espèces⁽²⁾ le montant de l'amende administrative minorée qui s'élève àeuros. En choisissant cette option, vous renoncez à contester l'infraction. Le paiement éteint l'action administrative, sauf si le Conseiller de Poursuite administrative vous notifie dans le mois, son intention de poursuivre la procédure.

Vous contestez avoir commis l'infraction.
Un procès-verbal sera rédigé.

- Carte bancaire/Carte de crédit
- Virement
- Espèces

1. Uniquement pour les contrevenants ayant leur résidence principale en Belgique.
2. Uniquement si la perception ou la consignation est opérée par un membre du cadre opérationnel de la police locale ou fédérale.

Nom du verbalisant :

Signature :

Date :

A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT

Nom :

Signature :

Date :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2024 relatif au contrôle routier et en entreprise des infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses à l'exception des matières explosibles et radioactives.

Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/008407]

20. APRIL 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen

Die Wallonische Regierung erlässt,

Gestützt auf das Gesetz vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Durchführung internationaler Verträge und Akte im Bereich des Transports zu Wasser, auf der Straße, mit der Eisenbahn oder auf Binnenwasserstraßen, Artikel 1, geändert durch die Gesetze vom 21. Juni 1985, 28. Juli 1987, 15. Mai 2006 und 8. Mai 2019, und Artikel 3, § 1, Absatz 1 und §§ 2 bis 3;

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über Verwaltungsbußen im Bereich der Straßenverkehrssicherheit, geändert durch das Dekret vom 18. Mai 2022, Artikel 7, 14 § 1, 15 § 6 und 24 § 1;

gestützt auf den Königlichen Erlass vom 19. Oktober 1998 zur Durchführung der Richtlinie 95/50/EG des Rates vom 6. Oktober 1995 über einheitliche Verfahren für die Kontrolle von Gefahrguttransporten auf der Straße;

Gestützt auf den Königlichen Erlass vom 24. März 1997 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung von Verstößen im Bereich der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen;

In Anbetracht des Berichts vom 20. April 2022, der gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellt wurde;

In Anbetracht der auf die am 17. Juni 2022 abgegebene Stellungnahme des Finanzinspektors;

Gestützt auf die Zustimmung des Ministers für Haushalt, die am 1. Juli 2022 erteilt wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 186/2022 der Datenschutzbehörde, die am 9. September 2022 abgegeben wurde;

Aufgrund der Stellungnahme 74958/4 des Staatsrats vom 21. Dezember 2023 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, 2° der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973;

Aufgrund der Abstimmung zwischen den Regionalregierungen gemäß Artikel 6, Paragraph 2, Ziffer 5, des Sondergesetzes vom 8. August 1980;

In der Erwägung der Stellungnahme des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie, Cluster „Mobilität“, vom 8. August 2022;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und der Ministerin für Straßenverkehrssicherheit;

nach Beratung

Beschließt:

KAPITEL 1. — Anwendungsbereich und Definitionen

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass dient der Umsetzung der Richtlinie (EU) 2022/1999 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einheitliche Verfahren für die Kontrolle von Gefahrguttransporten auf der Straße.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° ADR: das Übereinkommen über die internationale Beförderung gefährlicher Güter, das am 30. September 1957 in Genf geschlossen wurde;

2° RID: die Regelung für die internationale Beförderung gefährlicher Güter mit der Eisenbahn

3° Fahrzeug: jedes zur Teilnahme am Straßenverkehr bestimmte vollständige oder unvollständige Kraftfahrzeug mit mindestens vier Rädern und einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von mehr als 25 km/h sowie seine Anhänger, mit Ausnahme von Schienenfahrzeugen, fahrbaren Maschinen und land- und forstwirtschaftlichen Zugmaschinen die für den gewerblichen oder privaten Gebrauch in Betrieben der Landwirtschaft, des Gartenbaus, der Forstwirtschaft oder der Fischzucht bestimmt sind;

4° Minister: der für die Beförderung gefährlicher Güter zuständige Minister;

5° Klassen: die in Paragraph 2.1.1.1 des ADR genannten Gefahrgutklassen;

6° UN-Nummer: die vierstellige Nummer zur Kennzeichnung gefährlicher Güter gemäß den „Modellvorschriften“ im Anhang zu den „Empfehlungen für die Beförderung gefährlicher Güter“, veröffentlicht von den Vereinten Nationen, in ihrer letzten Fassung;

7° gefährliche Güter: die in Absatz 1.2.1 der RID und des ADR als solche definierten Güter, die zu den Klassen 2, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, 8 und 9 gehören, mit Ausnahme der UN-Nummern 1204, 1310, 1320, 1321, 1322, 1336, 1337, 1344, 1347, 1348, 1349, 1354, 1355, 1356, 1357, 1517, 1571, 1942, 2059, 2067, 2426, 2555, 2556, 2557, 2852, 2907, 3064, 3268, 3317, 3319, 3343, 3344 und 3357;

8° Verpackung: der Behälter, das Großpackmittel (IBC), die Großverpackung, MEGC, der Tank, der Kesselwagen, der Batteriewagen, der Saug-Druck-Tankcontainer für Abfälle, der abnehmbare Tank, der festverbundene Tank, der Aufsetztank, der ortsbewegliche Tank, der Tankcontainer, der Tankwechselbehälter, die Beförderungseinheit, das Batterie-Fahrzeug, jeweils gemäß ihrer Begriffsbestimmung in Abschnitt 1.2.1 des ADR und der RID;

9° zuständige Behörde: der Minister, sein Stellvertreter oder jede andere Stelle, die für einen bestimmten Fall ausdrücklich für die Anwendung der Vorschriften des ADR benannt wurde;

10° Dekret vom 4. April 2019: das Dekret vom 4. April 2019 über administrative Bußgelder im Bereich der Verkehrssicherheit;

11° Unternehmen: jede natürliche Person, jede juristische Person mit oder ohne Erwerbszweck, jede Vereinigung oder jeder Zusammenschluss von Personen ohne Rechtspersönlichkeit mit oder ohne Erwerbszweck sowie jede staatliche Einrichtung, unabhängig davon, ob diese über eine eigene Rechtspersönlichkeit verfügt oder von einer Behörde mit Rechtspersönlichkeit abhängt, die gefährliche Güter befördert, lädt, entlädt oder befördern lässt, sowie eine solche, die gefährliche Güter im Verlaufe der Beförderung vorübergehend lagert, verpackt, sammelt oder in Empfang nimmt;

12° Absender: das Unternehmen, das selbst oder für einen Dritten gefährliche Güter versendet. Erfolgt die Beförderung auf Grund eines Beförderungsvertrages, gilt als Absender der Absender nach diesem Vertrag;

13° Verloader: das Unternehmen, das im Frachtbrief oder Konnossement als Verloader angegeben ist oder das ein Beförderungsfahrzeug belädt oder befüllt oder die Ladung auf ein Beförderungsfahrzeug verlädt, das einen Vorgang des Beladens oder Entladens durchführt;

14° Verpacker: das Unternehmen, das die gefährlichen Güter in Verpackungen einschließlich Großverpackungen und Großpackmittel (IBC) einfüllt oder die Versandstücke zur Beförderung vorbereitet;

15° Befüller: das Unternehmen, das die gefährlichen Güter in einen Tank, in einen Kesselwagen, in einen Batterie-Wagen, in ein Tankfahrzeug, in einen Aufsetztank, in einen ortsbeweglichen Tank, in einen Tankcontainer, in ein Batterie-Fahrzeug, in einen MEGC oder in ein Fahrzeug, einen Großcontainer oder Kleincontainer für Güter in loser Schüttung einfüllt;

16° Besatzung: der Fahrer oder jede andere Person, die den Fahrer aus Sicherheits-, Sicherungs-, Ausbildungs- oder Betriebsgründen begleitet;

17° befugter Bediensteter: der in Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit genannte Bedienstete, der zur Ermittlung und Meldung von Zuwiderhandlungen befugt ist;

18° Beförderung: jede Beförderung, die ganz oder teilweise auf den öffentlichen Straßen im Gebiet mit einem Fahrzeug erfolgt, einschließlich der vom ADR erfassten Tätigkeiten des Versands, Ein- und Ausladens der Güter, und zwar unbeschadet der in den Rechtsvorschriften hinsichtlich dieser Tätigkeiten vorgesehenen Verantwortlichkeiten;

19° Straßenkontrolle: jede Kontrolle oder jede Prüfung, Untersuchung oder Formalität, die an einem Transportfahrzeug aus Gründen der Sicherheit im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter vorgenommen wird;

20 Kontrolle in den Unternehmen: jede Kontrolle oder jede Prüfung, Untersuchung oder Formalität, die auf Gelände von Unternehmen aus Gründen der Sicherheit im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter vorgenommen wird;

Nicht definierte Begriffe haben die Bedeutung, die ihnen gemäß dem ADR zugewiesen wird.

KAPITEL 2. — Risikokategorien

Art. 3 - Die für die in diesem Erlass vorgesehenen Verstöße geltenden administrativen Geldbußen sind in Anlage 2 aufgeführt. Sie werden in eine der folgenden drei Risikokategorien eingeteilt:

1° Risikokategorie I für Verstöße gegen die einschlägigen ADR-Bestimmungen, die mit einem hohen Sterberisiko bzw. der Gefahr schwerer Verletzungen oder einer erheblichen Schädigung der Umwelt verbunden sind, so dass in der Regel unverzüglich geeignete Maßnahmen zur Beseitigung der Gefahr ergriffen werden, z. B. die Stilllegung des Fahrzeugs;

2° Risikokategorie II für Verstöße gegen die einschlägigen ADR-Bestimmungen, die mit der Gefahr schwerer Verletzungen oder einer erheblichen Schädigung der Umwelt verbunden sind, so dass in der Regel geeignete Maßnahmen zur Beseitigung der Gefahr ergriffen werden, z. B. wenn möglich und angemessen die Behebung am Kontrollort, spätestens jedoch nach Abschluss der laufenden Beförderung;

3° Risikokategorie III für Verstöße gegen die einschlägigen ADR-Bestimmungen, die mit einer geringen Gefahr von Verletzungen oder einer Schädigung der Umwelt verbunden sind, so dass geeignete Maßnahmen zur Beseitigung der Gefahr nicht an der Straße ergriffen werden müssen, sondern zu einem späteren Zeitpunkt auf dem Betriebsgelände getroffen werden können.

Art. 4 - Für die Anwendung der Artikel 7 und 9 können Verstöße in eine höhere Kategorie eingestuft werden, wenn die kombinierten Auswirkungen der Verstöße in einer oder mehreren Kategorien zu einem erhöhten Risiko führen können.

KAPITEL 3. — *Kontrollen von Transportfahrzeugen im Straßenverkehr*

Art. 5 - Paragraph 1. Die befugten Bediensteten stellen die in Anlage 2 genannten Verstöße fest, mit Ausnahme von Verstößen im Zusammenhang mit der Kontrolle in den Unternehmen. Sie stellen sicher, dass ein repräsentativer Anteil der Gefahrguttransporte auf der Straße den in diesem Erlass und in der Richtlinie (EU) 2022/1999 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Oktober 2022 über einheitliche Verfahren für die Kontrolle von Gefahrguttransporten auf der Straße vorgesehenen Kontrollen unterzogen wird, damit die Einhaltung der Rechtsvorschriften über Gefahrguttransporte auf der Straße überprüft werden kann.

Die in Absatz 1 genannten Kontrollen werden gemäß Artikel 3 der Verordnung (EG) Nr. 1100/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Oktober 2008 über den Abbau von Grenzkontrollen der Mitgliedstaaten im Straßen- und Binnenschiffsverkehr und Artikel 1 der Verordnung (EWG) Nr. 3912/92 des Rates vom 17. Dezember 1992 über innerhalb der Gemeinschaft durchgeführte Kontrollen im Straßen- und im Binnenschiffsverkehr von in einem Drittland registrierten oder zum Verkehr zugelassenen Verkehrsmitteln durchgeführt. Sie werden stichprobenartig durchgeführt und decken, soweit möglich, einen großen Teil des wallonischen Straßennetzes ab.

Unbeschadet des Absatzes 1 können befugte Bedienstete spezifische Stichprobenkontrollen durchführen.

§ 2. Nach Abschluss der Kontrolle händigt der befugte Bedienstete dem Fahrer des Fahrzeugs das Dokument mit dem Inhalt der Anlage 1 entweder in Papierform oder auf elektronischem Wege aus.

Der Fahrer legt das in Absatz 1 genannte Dokument auf Verlangen bei späteren Kontrollen während der Fahrt vor.

Art. 6 - Die für diese Kontrollen gewählten Orte ermöglichen die Anpassung von nicht-konformen Fahrzeugen an die Vorschriften oder, wenn der befugte Bedienstete dies für angemessen hält, das Fahrzeug vor Ort oder an einem von ihm zu diesem Zweck bezeichneten Ort stillzulegen, ohne dass dieser Ort ein Sicherheitsrisiko darstellt.

Gegebenenfalls und sofern dies kein Sicherheitsrisiko darstellt, können Proben der transportierten Produkte zur Untersuchung durch Labore entnommen werden, die auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt aufgeführt sind.

Sobald durch diese Probenahme ein Verstoß festgestellt oder bestätigt wird, gehen die damit verbundenen Kosten zu Lasten des Zuwiderhandelnden.

Kontrollen dürfen einen angemessenen Zeitraum nicht überschreiten.

Art. 7 - Werden bei der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße ein oder mehrere der in der Anlage 2 aufgeführten Verstöße festgestellt, die in die Risikokategorie I fallen, wird das betreffende Fahrzeug an Ort und Stelle oder an einem vom befugten Bediensteten dafür vorgesehenen Ort stillgelegt.

Das Fahrzeug wird vor der Weiterfahrt wieder in den vorschriftsgemäßen Zustand versetzt oder es können je nach den Umständen oder Sicherheitsanforderungen andere geeignete Maßnahmen wie das Umladen von Gütern oder der Austausch des Fahrers ergriffen werden.

Der befugte Bedienstete kann beschließen, das Fahrzeug bis zu dem in Absatz 1 genannten Ort zu begleiten.

Art. 8 - Um die Stilllegung des Fahrzeugs zu gewährleisten, wenn es sich an einem Ort befindet, der keine Gefahr für die Sicherheit darstellt, kann der befugte Bedienstete die Fahrzeugpapiere und den Zündschlüssel entfernen oder Unterlegkeile oder Ketten anbringen.

Art. 9 - Befugte Bedienstete wählen vorrangig Fahrzeuge aus, die von Unternehmen mit einem hohen Risikoprofil betrieben werden, das anhand der Formel der Durchführungsverordnung (EU) 2022/695 der Kommission vom 2. Mai 2022 zur Festlegung von Regeln für die Anwendung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der gemeinsamen Formel für die Berechnung der Risikoeinstufung von Verkehrsunternehmen berechnet wird.

Fahrzeuge können auch nach dem Zufallsprinzip für die Kontrolle ausgewählt werden, oder wenn der Verdacht besteht, dass sie eine Gefahr für die Straßenverkehrssicherheit oder die Umwelt darstellen.

KAPITEL 4. — *Kontrollen in den Unternehmen*

Art. 10. § 1. Die Kontrollen in den Unternehmen werden von statutarischen Bediensteten oder Vertragspersonalmitgliedern durchgeführt, die dem Öffentlichen Dienst der Wallonie, Landwirtschaft, natürliche Ressourcen und Umwelt angehören und zu diesem Zweck gemäß Artikel 3 des Gesetzes vom 19. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr benannt wurden.

Die in Absatz 1 genannten Kontrollen werden gemäß Artikel 3, Absätze 2 bis 3 des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über Maßnahmen zur Ausführung internationaler Verträge und Akte über Personen- und Güterbeförderung im See-, Straßen-, Eisenbahn- und Binnenschiffsverkehr durchgeführt.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Bediensteten können aus vorbeugenden Gründen oder wenn unterwegs Verstöße festgestellt wurden, die die Sicherheit der Beförderung gefährlicher Güter gefährden, auch Kontrollen in den Unternehmen durchführen.

§ 3. Unternehmen, die auf der Grundlage der Formel der Durchführungsverordnung (EU) 2022/695 der Kommission vom 2. Mai 2022 zur Festlegung von Regeln für die Anwendung der Richtlinie 2006/22/EG des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der gemeinsamen Formel für die Berechnung der Risikoeinstufung von Verkehrsunternehmen ein hohes Risikoprofil aufweisen, werden vorrangig kontrolliert. Mit diesen Kontrollen soll sichergestellt werden, dass die Sicherheitsbedingungen, unter denen der Transport gefährlicher Güter erfolgt, dem ADR entsprechen.

§ 4. Werden bei der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße ein oder mehrere der in Anlage 2 aufgeführten Verstöße festgestellt, werden die betreffenden Beförderungen vor Verlassen des Unternehmens auf die Einhaltung der Vorschriften überprüft.

KAPITEL 5. — *Administrative Geldbußen*

Art. 11 - Die in Anlage 2 genannten Verstöße werden einem oder mehreren am Beförderungsvorgang Beteiligten, nämlich dem Verloader, dem Absender, dem Beförderer, der Besatzung, dem Befüller und dem Verpacker im Hinblick auf ihre in den Anlagen A und B des ADR genannten Sicherheitspflichten zugerechnet.

Art. 12. Die befugten Bediensteten stellen die in Anhang 2 genannten Verstöße, mit Ausnahme von Verstößen im Zusammenhang mit der Kontrolle in den Unternehmen, gemäß den Artikeln 3 bis 8, § 1,9 bis 13, 16, 17 und 27 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, mit Ausnahme der Bestimmungen in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten, fest.

Art. 13 - Die in Artikel 10, § 1, Absatz 1 genannten Bediensteten stellen die in Anhang 2 genannten Verstöße im Rahmen der Kontrolle in den Unternehmen gemäß den Artikeln 4 bis 8 des Königlichen Erlasses vom 24. März 1997 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung von Verstößen im Bereich der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen, fest;

KAPITEL 6 — *Abänderungsbestimmungen*

Art. 14 - Der Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Umsetzung des Dekrets vom 4. April 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über administrative Bußgelder im Bereich der Verkehrssicherheit, mit Ausnahme der Bestimmungen in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten, wird durch Anhang 3 dieses Erlasses ersetzt.

Art. 15 - Im Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über administrative Bußgelder im Bereich der Verkehrssicherheit in Bezug auf den administrativen und finanziellen Status der Bediensteten wird Artikel 6 durch einen Absatz 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 3. Der Minister legt die Unterscheidungsmerkmale und andere Mittel zur Identifizierung befugter Bediensteter bei der Ausübung ihrer Aufgaben sowie die Erkennungszeichen der Fahrzeuge der Straßenkontrollereinheit gemäß Artikel 2 bis des Dekrets vom 4. April 2019 über Verwaltungsstrafen rund um die Verkehrssicherheit fest.“

KAPITEL 7. — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 16 - Der Königliche Erlass vom 19. Oktober 1998 zur Durchführung der Richtlinie 95/50/EG des Rates vom 6. Oktober 1995 über einheitliche Verfahren für die Kontrolle von Gefahrguttransporten auf der Straße wird aufgehoben;

Art. 17 - Der Königliche Erlass vom 24. März 1997 über die Erhebung und Hinterlegung einer Summe bei der Feststellung von Verstößen im Bereich der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen wird durch den Königlichen Erlass vom 19. Juli 2013 ersetzt;

Art. 18. Der Minister, der für die Beförderung gefährlicher Güter zuständig ist, und der Minister, der für die Straßenverkehrssicherheit zuständig ist, sind in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich für die Ausführung dieses Erlasses verantwortlich.

Namur, 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Straßenverkehrssicherheit

V. DE BUE

Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Kontrolle auf der Straße und in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen

KONTROLLLISTE

1. Kontrollort	2. Datum		3. Uhrzeit
4. Nationalitätskennzeichen und Zulassungsnummer des Fahrzeugs			
5. Nationalitätskennzeichen und Zulassungsnummer des Anhängers/Sattelanhängers			
6. Transportunternehmen/ Anschrift			
7. Fahrer/Beifahrer			
8. Absender, Anschrift, Verladeort (t) (2)			
9. Empfänger, Anschrift, Verladeort (l) (2)			
10. Gesamtmenge der Gefahrgüter je Beförderungseinheit			
11. Höchstmenge gemäß ADR 1.1.3.6 überschritten	ja	nein	
12. Beförderungsart Dokumente an Bord	in loser Schüttung	Versand- stück	Tank
13. Beförderungspapier	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar

14. Schriftliche Weisungen	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
15. Bilaterale/multilaterale Vereinbarung/nationale Genehmigung	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
16. Zulassungsbescheinigung für Fahrzeuge	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
17. Schulungsbescheinigung des Fahrers Beförderung	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
18. Zur Beförderung zugelassene Güter	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
19. Zur Beförderung der Güter zugelassene Fahrzeuge	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
20. Vorschriften in Bezug auf die Beförderungsmittel (lose Schüttung, Versandstück, Tank)	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
21. Verbot der Zusammenladung	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
22. Beladen, Sicherung der Ladung und Handhabung ⁽³⁾	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
23. Austreten von Gütern oder Beschädigung des Versandstücks ⁽³⁾	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
24. Kennzeichnung des Versandstücks nach UN/des Tanks nach UN ⁽²⁾ ⁽³⁾ (ADR 6)	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
25. Kennzeichnung (z. B. ^{UN-Nummer}) und Bezeichnung des Versandstücks (ADR 5.2) ⁽²⁾	kontrolliert	Verstoß festgestellt	nicht anwendbar
26. Anbringung von Großzetteln auf Tank/Fahrzeug (ADR 5.3.1)	kontrolliert	Verstoß	nicht anwendbar
27. Kennzeichnung von Fahrzeug/Beförderungseinheit (orangefarbene Kennzeichnung, erwärmter Zustand (ADR 5.3.2-3) Ausrüstung an Bord	kontrolliert	Verstoß	nicht anwendbar
28. Allgemeine Sicherheitsausrüstung gemäß ADR	kontrolliert	Verstoß	nicht anwendbar
29. Ausrüstung nach Maßgabe der beförderten Güter	kontrolliert	Verstoß	nicht anwendbar
30. Andere in den schriftlichen Weisungen genannte Ausrüstung	kontrolliert	Verstoß	nicht anwendbar
31 Feuerlöscher	kontrolliert	Verstoß	nicht anwendbar
39. Schwerwiegendste Gefahrenkategorie der festgestellten Verstöße	Kategorie I	Kategorie II	Kategorie III
40. Bemerkungen			
41. Behörde/Bediensteter, die/der die Kontrolle durchgeführt hat			
(1) Nur ausfüllen, wenn für einen Verstoß von Bedeutung (2) Bei Sammelbeförderungen unter •Bemerkungen• angeben (3) Prüfung auf sichtbare Verstöße			

Genehmigt als Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Kontrolle auf der Straße und in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen.

Namur, 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Straßenverkehrssicherheit

V. DE BUE

Anhang 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Kontrolle auf der Straße und in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen.

Verstöße		Gesetzgebung	Zu zahlender Betrag	Kategorie
Kapitel 1. Beförderungspapier und Identifizierungsdokument				
1.1	Kein Beförderungspapier für die Beförderung der gefährlichen Güter	5.4.1 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
1.2	Aufgrund fehlender oder widersprüchlicher Angaben bei Benutzung der Tabelle A ist eine Identifizierung der Güter unmöglich	5.4.1.1.1 oder 5.4.1.1.16 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
1.3	Keine Angabe des Datums, an dem die tatsächliche Haltezeit abläuft	4.3.3.5, 5.4.1.2.2. von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
1.4	Nichteinhaltung der besonderen Bestimmungen für ungereinigte leere Umschließungsmittel	5.4.1.1.6 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
1.5.	Kein oder unvollständiges Beförderungspapier für gefährliche Güter im Falle einer Beförderung im entleerten und gereinigten Zustand	5.4.1.1.1 oder 5.4.1.1.6 der Anlage zum ADR	275 EUR	II
1.6.	Ausdruck kann nicht vorgelegt werden	5.4.4.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
1.7.	Das Beförderungspapier ist im Notfall für Rettungsdienste nicht zugänglich	5.4.0, 8.1.2 der Anlage zum ADR	275 EUR	II
1.8.	Keine oder unvollständige Mengenangabe	5.4.1.1.1 und 5.4.1.1.3.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
	Die nach 1.1.3.6 berechneten Werte fehlen oder sind unvollständig			III
	Kein(e) oder falsche(r) Name oder Anschrift des Versenders oder Empfängers			III
1.9.	Dokumente nicht in den im ADR vorgeschriebenen Sprachen	5.4.1.4 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III
1.10.	Kein Vermerk „umweltgefährlicher Stoff“ oder Kennzeichnung unlesbar	5.4.1.1.18 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III
1.11.	Sonstige Nichtkonformität in Bezug auf das Beförderungspapier für die Beförderung der gefährlichen Güter	Artikel 7 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über den Transport gefährlicher Güter auf der Straße oder auf dem Schienenweg, mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen, im Folgenden der Königliche Erlass vom 28. Juni 2009, 3.3, 3.5.6, 5.4.1 und 5.5 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
1.12.	Die Beförderungspapiere wurden nicht drei Monate lang aufbewahrt	5.4.4 der Anlage zum ADR	275 EUR	III
1.13.	Die Besatzung nahm die Ladung trotz offensichtlicher Verstöße gegen die Vorschriften über das Beförderungspapier für gefährliche Güter entgegen	5.4.1 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III

1.14.	Ein Mitglied der Besatzung hat keinen Lichtbildausweis bei sich	1.10.1.4 von Anlage A zum ADR	55 EUR	III
Kapitel 2 Zulassungsbescheinigung				
2.1	Falsches Dokument	8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	3.750 EUR	I
2.2	Nicht vorhanden	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	1.650 EUR	I
2.3	Seit mehr als sechs Monaten abgelaufen oder ungültig für die beförderten Waren	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	1.100 EUR	I
2.4	Seit höchstens sechs Monaten abgelaufen	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	550 EUR	II
2.5	Nicht mitgeführt, aber gültig	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 3 Ausbildungsnachweise des Fahrers				
3.1	Falsches Dokument	8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	3.750 EUR	I
3.2	Auf den Namen einer anderen Person ausgestellt	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	2.750 EUR	I
3.3	Nicht vorhanden - keine ADR-Genehmigung	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	1.100 EUR	I
3.4	Kategorie oder Klasse ungültig oder seit mehr als sechs Monaten abgelaufen	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	550 EUR	II
3.5.	Seit höchstens sechs Monaten abgelaufen	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	275 EUR	III
3.6.	Nicht mitgeführt, aber gültig	7.5.1.2, 8.1.2.2 von Anlage B zum ADR	55 EUR	III
Kapitel 4 Schriftliche Weisungen				
4.1	Fehlend, unleserlich oder unvollständig	5.4.3.4 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
4.2.	Nicht in einer Sprache, die der Fahrer versteht	5.4.3.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
4.3	In einer alten/veralteten Fassung	5.4.3.4 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
4.4.	Falsche Form oder falscher Hintergrund	5.4.3.4 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
4.5.	Nicht an der vorgeschriebenen Stelle	5.4.3.1 von Anlage A zum ADR	55 EUR	III
4.6.	Sonstige Verstöße	5.4.3 von Anlage A zum ADR	55 EUR	III
Kapitel 5 Sonstige Dokumente				
5.1.	Die in den von den zuständigen Behörden ausgestellten Ausnahmegenehmigungen verlangten Dokumente fehlen	Art. 8, 9, 12, 13 und 14 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über den Transport gefährlicher Güter auf der Straße oder auf dem Schienenweg, mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen	550 EUR	II
5.2	Keine erforderliche Genehmigung, Anmeldung oder vorherige Benachrichtigung	1.4.2.2, 3.3, 4.2.1.13, 5.1.1, 6.7.1.3 der Anlage zum ADR Art. 8, 9, 12, 13 und 14 des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über den Transport gefährlicher Güter auf der Straße oder auf dem Schienenweg, mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen	550 EUR	II

Kapitel 6. Kennzeichnung Fahrzeug/Tank				
6.1.	Keine Kennzeichnung am Fahrzeug	5.3.2.1 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
6.2	Die UN-Nummer auf den orangefarbenen Tafeln stimmt nicht mit den Angaben auf dem Beförderungspapier überein.	5.3.2.1 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
6.3.	Falscher oder unvollständiger Gefahrencode auf orangefarbenen Tafeln	5.3.2.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
6.4.	Unzureichende Kennzeichnung = eine oder mehrere orangefarbene Tafeln fehlen	5.3.2.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
6.5.	Alle Großzettel fehlen	5.3.1 oder 5.1.3.1 von Anlage zum ADR	550 EUR	I
6.6.	Unzureichende Kennzeichnung = ein oder mehrere Großzettel fehlen	5.3.1 oder 5.1.3.1 von Anlage zum ADR	275 EUR	I
6.7.	Ein oder mehrere Großzettel stimmen nicht mit denen in Spalte 5 der Tabelle A überein	5.3.1 oder 5.1.3.1 von Anlage zum ADR	275 EUR	II
6.8.	Fahrzeug gekennzeichnet mit orangefarbenen Tafeln und ggf. Großzetteln, die nicht oder nur unzureichend abgedeckt sind, wenn es sich um eine Nicht-ADR-Beförderung handelt	5.3.2.1.8 oder 5.3.1.1.6 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
6.9.	Falscher oder unvollständiger Gefahrencode auf orangefarbenen Tafeln: Art der Gefahr korrekt, aber schwerwiegender als die des beförderten Produkts, z. B. Anzeige „33“ anstelle der erforderlichen „30“	5.3.2.1 von Anlage A zum ADR	125 EUR	II
6.10.	Eine oder mehrere unleserliche orangefarbene Tafeln	5.3.2.1 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
6.11.	Ein oder mehrere unleserliche Großzettel	5.3.1.1 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
6.12.	Nicht befestigte Kennzeichnung oder in schlechtem Zustand	5.3.2.2 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
6.13.	Falsch angebrachte Kennzeichnung	5.3.2.1, 5.3.2.1.2, 5.3.2.1.4, 5.3.2.1.5 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
6.14.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die Großzettel, darunter Abmessungen	5.3.1 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
6.15.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die orangefarbenen Tafeln	5.3.2 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 7. Versandstück				
7.1.	Kennzeichnung und Zeichen			
7.1.1.	UN-Kennzeichnung fehlt, Verpackung nicht getestet	4.1.1.3 von Anlage A zum ADR	1650 EUR	I
7.1.2.	Die Identifizierungsnummer auf den orangefarbenen Tafeln stimmt nicht mit den Angaben auf dem Beförderungspapier überein.	5.2.1.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
7.1.3.	Unvollständige, falsche oder unleserliche UN-Kennzeichnung, Verpackung getestet	4.1.1.3 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
7.1.4.	Verwendung einer nicht zugelassenen Verpackung, siehe Verpackungsanweisung, oder die nicht alle Anforderungen der Verpackungsanweisung erfüllt	4.1.4 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I

7.1.5.	Falsche oder fehlende Bezeichnung, Gasbehälter	5.2.1.6 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
7.1.6.	Keine Identifizierungsnummer	5.2.1.1 oder 5.1.3.1 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.1.7.	Die regelmäßige Überprüfung des Gasbehälters wird nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen wiederholt	4.1.6.10 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
7.1.8.	Die regelmäßige Überprüfung des Großpackmittels wird nicht innerhalb der vorgeschriebenen Fristen wiederholt	4.1.2.2 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
7.1.9.	Nutzungsdauer bestimmter Verpackungen oder Großpackmittel (IBC) ist überschritten	4.1.1.15 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
7.1.10.	„Umverpackung“ fehlt oder nicht in der vorgeschriebenen Sprache oder UN-Nummern, Gefahrzettel fehlen, wenn die auf der Verpackung angebrachten Gefahrzettel nicht sichtbar sind	5.1.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.1.11.	Keine Ausrichtungspfeile, Kennzeichnung „Umweltgefährdender Stoff“, Kennzeichnung für Lithiumbatterie oder unleserliche Kennzeichnung	5.2.1.1 oder 5.1.3.1 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.1.12.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die Kennzeichnung oder Zeichen	3.3 und 6.1.3 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
7.2.	Zettel			
7.2.1.	Ein oder mehrere Zettel fehlen	5.2.2.1.1 oder 5.1.3.1 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.2.2.	Ein oder mehrere Zettel stimmen nicht mit denen in Spalte 5 der Tabelle A überein	5.2.2.1.1 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.2.3.	Die Besatzung nahm die Ladung trotz offensichtlicher Verstöße gegen die Vorschriften über die Zeichen, Kennzeichnung und Bezeichnung von Versandstücken entgegen	4.1 und 5.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.2.4.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die Bezeichnung, darunter Abmessungen und Zettel auf zwei gegenüberliegenden Seiten des Großpackmittels	5.2.2 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
7.3.	Sonstige			
7.3.1.	Ladung nicht gesichert oder am Fahrzeug befestigt	3.3 und 7.5.7 von Anlage A zum ADR,	Betrag gemäß Artikel 25, 4°, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 50 Prozent	I

7.3.2.	Verpackung nicht verschlossen, gefährliches Material nicht zurückgehalten	4.1.1.1 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
7.3.3.	Unzureichend gesicherte Ladung	3.3 und 7.5.7 von Anlage A zum ADR,	Beträge gemäß Artikel 25, 3°, c) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 50 Prozent	I
7.3.4.	Undichtigkeit der Verpackung	4.1.1.1 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
7.3.5.	Zusammenpackung zweier Güter, die nicht zusammen verpackt werden können	4.1.1.6 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
7.3.6.	Versandstück in die falsche Richtung gelegt (Ausrichtungspfeile)	4.1.1.5, 5.1.2.3 von Anlage A zum ADR, 7.5.1.5 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
7.3.7.	Nichtbeachtung der Stapelregeln	7.5.7.2 von Anlage A zum ADR Anlage A	1.650 EUR	I
7.3.8.1	Freiraum zu gering Versandstück überfüllt	4.1.1.4 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
7.3.8.2	Gefährlicher Druckanstieg in der Verpackung	4.1.1.19 und 4.1.4 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
7.3.9.	Verformung der Verpackung, durch die Stabilität oder Sicherheit beeinträchtigt werden	4.1.1.4 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
7.3.10.	Zusammenpackungsvorschrift nicht eingehalten	4.1.10 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
7.3.11.	Zusammenladungsvorschrift nicht eingehalten	7.5.2 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
7.3.12.	Zusammenladungsvorschrift für Lebensmittel und Tierfutter nicht eingehalten	7.5.4 und CV28 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
7.3.13.	Ladung nicht für Kontrolle zugänglich	1.8.1 und 5.2.1.2 von Anlage A zum ADR, Richtlinie (EU) 2022/1999	550 EUR	II
7.3.14.	Nicht-konforme Armaturen an Gasbehältern	4.1.6.8 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
7.3.15.	Die Besatzung nahm die Ladung trotz offensichtlicher Verstöße gegen die Vorschriften über das Verstauen, Stapeln und Ausrichten entgegen	3.3 und 7.5.7 von Anlage A zum ADR,	550 EUR	II
7.3.16.	Beschädigung der Verpackung	4.1.1.9 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
7.3.17.	Sonstige Nichtkonformitäten	4.1, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6 oder 7.2.4 von Anlage A zum ADR	55 EUR	III

Kapitel 8 Tanks				
8.0.	Nicht-ADR-Tank	4.2.1.1, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2, 4.3.2.1, 4.4.1 oder 4.5.2.1 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
8.0.1.	Tank entspricht nicht den ADR-Vorschriften	4.2.1.1, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2 oder 6.8.2.3.3 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
8.1.	Kennzeichnung			
8.1.1.	Die Gültigkeit der letzten Inspektion des Tanks wurde um mehr als sechs Monate überschritten	6.7.2.19.2, 6.8.2.4.2, 6.8.2.4.3, 6.8.3.4.6, 6.8.3.4.15, 6.9.2.8, 6.13.5.2 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
8.1.2.	Keine außerordentliche Kontrolle, wenn die Sicherheit des Tanks oder seiner Ausrüstung nach einer Reparatur, Änderung oder einem Unfall am Tank oder wenn Anzeichen von Beschädigung oder Korrosion oder Undichtigkeiten oder sonstigen Defekten vorliegen, die auf einen wahrscheinlichen Mangel hinweisen, der möglicherweise die Integrität des Tanks gefährdet, beeinträchtigt sein könnte.	6.7.2.19.7, 6.8.2.4.4 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
8.1.3.	Die Gültigkeit der letzten Inspektion des Tanks wurde um höchstens sechs Monate überschritten	6.7.2.19.2, 6.8.2.4.2, 6.8.2.4.3, 6.8.3.4.6, 6.8.3.4.15 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	II
8.1.4.	Keine oder unvollständige Kennzeichnung	6.7.2.20, 6.7.3.16, 6.7.4.15, 6.7.5.13, 6.8.2.5, 6.8.3.5, 6.9.2.10 und 6.13.6 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	II
8.1.5.	Keine Kennzeichnung der tatsächlichen Haltezeit	4.2.3.7.2. von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
8.2.	Sonstige			
8.2.1.	Nicht zugelassenes Material im Tanksiehe Spalte 10/12 von Tabelle A	7.4.1 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
8.2.2.	Verbot der Beförderung von Lebensmitteln in ADR-Tanks	TU15 4.3.5 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
8.2.3.	Beförderung von Lebensmitteln in ADR-Tanks, ohne die notwendigen Maßnahmen zur Vermeidung einer Schädigung der öffentlichen Gesundheit getroffen zu haben	4.3.2.1.6 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
8.2.4.	Nicht verschlossener Tank oder Leck im Tank oder in seiner Ausrüstung	4.3.2.3.3 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
8.2.5.	Nichteinhaltung der Mengengrenzung, nicht eingehaltene Mengen	4.2.1.9.1.1, 4.2.1.13.13, 4.2.1.19.2, 4.2.2.7, 4.2.3.6, 4.2.4.5, 4.2.5.2.6, 4.2.5.3, 4.3.2.2, 4.3.3.2, 4.3.5, 4.4.2.1 oder 4.5.2.1 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
8.2.6.	Teilladungsregel von 20 bis 80 Prozent nicht eingehalten	4.3.2.2.4 oder 4.2.1.9.6 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I

8.2.7.	Tatsächliche Haltezeit überschritten	4.2.3.6, 4.2.3.7, 4.2.3.8, 4.3.3.5, 4.3.3.6, 5.4.1.2.2, 6.7.4.2.10, 6.7.4.15, 6.8.3.4.10 oder 6.8.3.5.4 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
8.2.8.	Der Tank entspricht nicht den Mindestanforderungen der Tankcodierung oder den für das beförderte Gut erforderlichen Sondervorschriften.	4.2.1.1, 4.2.1.19.2, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2, 4.2.5.2.5, 4.2.5.3 oder 4.3.2.1 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
8.2.9.	Beförderung chemisch instabiler Stoffe, ohne dass die erforderlichen Maßnahmen getroffen werden, um eine gefährliche Zersetzung, Umwandlung oder Polymerisation während der Beförderung zu verhindern	2.2.41.1.16, 2.2.41.1.17, 2.2.41.1.21, 2.2.41.2.1, 2.2.51.2.1, 2.2.52.1, 3.3, 4.2.1.3, 4.2.2.4, 4.2.5.2.6, 4.2.5.3, 4.3.4.1.3, 4.3.5 (TU 1 à 4, 11 à 14, 16, 21, 39), 4.4.2 von Anlage A zum ADR, 7.1.7 von Anlage B zum ADR	1.100 EUR	I
8.2.10.	Alle hintereinander angeordneten Öffnungssysteme einer Reihe sind nicht geschlossen, aber mindestens eines ist geschlossen; die Eröffnungssysteme einer Reihe sind nicht in der richtigen Reihenfolge geschlossen	4.3.2.3.3 und 4.3.2.3.4 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
8.2.11.	Leerer Tank nicht gereinigt, nicht verschlossen	4.3.2.4.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
8.2.12.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die Tanks	4.2, 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 6.7, 6.8, 6.9, 6.10, 6.12 oder 6.13 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 9 Lose Schüttung				
9.1.	Nicht zugelassenes Material in loser Schüttung	7.3.1.1, 7.3.1.2 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
9.2.	Leck	7.3.1.3 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
9.3.	Container strukturell ungeeignet; Innenwände, Decke und Boden weisen Vorsprünge oder Beschädigungen auf; Innenauskleidungen oder Materialrückhaltevorrichtungen weisen Risse, Brüche oder Beschädigungen auf, die die Rückhaltekapazitäten für die Ladung beeinträchtigen könnten	7.3.1.13, 7.5.1.2 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
9.4.	Unverschlossener oder nicht abgedeckter Container	7.3.1.3 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
9.5.	Gefährliches Gut, das in diesem Fahrzeug-/Containertyp nicht zugelassen ist	7.3.1.1, 7.3.1.6 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
9.6.	Ungleichmäßige Verteilung der Last auf der Ladefläche	7.3.1.4 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
9.7.	Nichteinhaltung der Sondervorschriften	7.3.3 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
9.8.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die Beförderung in loser Schüttung	7.3 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 10. Verbot der Beförderung				
10.1.	Gefährliches Gut, das nicht zur Beförderung zugelassen ist	3.2 von Anlage A zum ADR	4.500 EUR	I

Kapitel 11. Ausrüstung				
11.1.	Feuerlöscher:	8.1.4.1, 8.1.4.2, 8.1.4.3 oder 8.1.4.4 von Anlage B zum ADR 4.1 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 28. Juni 2009	275 EUR	II
	- nicht mitgeführt;			
	- mit unzureichendem Fassungsvermögen;			
	- außer Betrieb, Manometer auf 0, Schlauch beschädigt;			
	- nicht konform, Konformitätszeichen, Gültigkeitsdatum oder Prüfdatum überschritten;			
	- nicht für alle Klassen von entzündbaren Stoffen geeignet.			
11.2.	Notfallfluchtmaske fehlt oder der Filter ist ungeeignet oder abgelaufen.	8.1.5.3 von Anlage B zum ADR	275 EUR	II
11.3.	Pro fehlendem Element, außer dem in 11.2 genannten	8.1.5 von Anlage B zum ADR	125 EUR	III
11.4.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die orangefarbenen Tafeln	8.1.4, 8.1.4.5 von Anlage B zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 12 Besondere Kennzeichnung				
12.1.	Kein Warnzeichen vor Ersticken-gefahr oder Kennzeichnung unlesbar	5.5.2, 5.5.3 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
12.2.	Kein Warnzeichen oder unleserliches Zeichen für beengte Räume/Umschließungsmittel oder Kennzeichnung unlesbar	CV36 und CV37 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
12.3.	Kein Zeichen für in erwärmtem Zustand beförderte Stoffe oder umweltgefährdende Stoffe oder Kennzeichnung unlesbar	5.3.3, 5.3.6 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
12.4.	Keine Kennzeichnung auf der Rückseite des Tanks	3.3 der Anlage zum Königlichen Erlass vom 28. Juni 2009	275 EUR	III
12.5.	Sonstige Nichtkonformitäten	5.3.3, 5.3.6, 5.5.2 oder 5.5.3 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 13. Freistellungen				
13.1.1	Die Bedingungen für die Anwendung der Mengenbegrenzung sind nicht erfüllt	3.4.1 § 1, 3.4.2 bis 3.4.4 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
13.1.2	Keine Kennzeichnung für Mengenbegrenzung auf den Versandstücken	3.4.7, 3.4.8 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	II
13.1.3	Sonstige Nichtkonformität in Bezug auf die Mengenbegrenzung	3.4.7 à 3.4.13 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III
13.2.1	Die Bedingungen für die Anwendung der freigestellten Menge sind nicht erfüllt	3.5.1.2 bis 3.5.3.2 und 3.5.5 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
13.2.2	Keine Kennzeichnung für freigestellte Menge auf den Versandstücken	3.5.4.1 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	II
13.2.3	Sonstige Nichtkonformität in Bezug auf die freigestellte Menge	3.5.4, 3.5.6 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III
13.3.1	Die Bedingungen für die Anwendung der vollständigen Freistellung sind nicht erfüllt	1.1.3.1 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I

13.3.2	Vollständige Freistellung; Maßnahmen zur Vermeidung von Leckagen sind nicht ausreichend	1.1.3.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
13.3.3	Vollständige Freistellung; die zulässigen Höchstmengen für die Anwendung der Freistellung werden um höchstens zehn Prozent überschritten.	1.1.3.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
13.3.4	Vollständige Freistellung; sonstige Nichtkonformität in Bezug auf die Anwendung oder Missbrauch	1.1.3.1 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
13.4.	Die Bedingungen für die Anwendung der Freistellung im Zusammenhang mit den pro Beförderungseinheit beförderten Mengen sind nicht erfüllt	1.1.3.6.1, 1.1.3.6.3, 1.1.3.6.4, 1.3.6.5 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
13.5.	Freistellung im Zusammenhang mit den pro Beförderungseinheit beförderten Mengen: die zulässigen Höchstmengen für die Anwendung der Freistellung werden um höchstens zehn Prozent überschritten.	1.1.3.6.3, 1.1.3.6.4, 1.3.6.5 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
13.6.	Die Vorschriften für Freistellungen werden nicht eingehalten:	1.1.3.5, 1.1.3.7, 1.1.3.10, 3.3 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	II
	- im Zusammenhang mit leeren, ungereinigten Verpackungen;			
	- im Zusammenhang mit Geräten zur Speicherung und Erzeugung von elektrischer Energie;			
	- im Zusammenhang mit der Beförderung von Lampen, die gefährliche Güter enthalten;			
	- im Zusammenhang mit Sonderbestimmungen für einen bestimmten Stoff oder einen bestimmten Gegenstand.			
13.7.	Sonstige Nichtkonformität in Bezug auf die Freistellungen, die für einen bestimmten Stoff oder einen bestimmten Gegenstand gelten	3.3 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
Kapitel 14. Sonstige Vorschriften				
14.1.	Überschreitung der zulässigen Gesamtmasse	1.4.2.2, 1.4.3.3	Betrag gemäß Artikel 19 des Erlasses vom 4. April 2019 über administrative Bußgelder im Bereich der Verkehrssicherheit erhöht um 30 Prozent	I
14.2.	Nichtkonformität in Bezug auf die Definition von Beförderungseinheitenzwei oder mehr Anhänger	8.1 von Anlage B zum ADR	1.650 EUR	I

14.3.	Verstoß gegen die Regeln für die Sicherung des Containers, Tankcontainers, ortsbeweglichen Tanks oder MEGC auf dem Trägerfahrzeug	7.5.7.4 von Anlage A zum ADR	Betrag gemäß Artikel 25, 3°, c) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 50 Prozent	I
14.4.	Nichteinhaltung der Begrenzung der beförderten Mengen	7.5.5.3 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
14.5.	Container, Tankcontainer, ortsbeweglicher Tank oder MEGC in einem schlechten baulichen Zustand	7.1.4, 7.3.1.13, 7.5.1.2 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
14.6.	Nichteinhaltung der Vorsichtsmaßnahmen im Umgang mit brennbaren Flüssigkeiten und Gasen	4.1.2.1, 7.5.10, 8.5 (S2) von Anlage B zum ADR	550 EUR	I
14.7.	Nichteinhaltung der besonderen Beförderungsvorschriften für die Ladung	7.5.11 (CV1, CV14, CV20 bis einschließlich CV27 und CV34 und CV35) von Anlage B zum ADR oder 8.5 (S4)	550 EUR	I
14.8.	Gefährliche Rückstände der Verpackungsgruppe I auf der Außenseite des Tanks oder der Verpackung oder des Fahrzeugs/Containers, lose Schüttung	4.1.1.1, 4.3.2.3.5 oder 7.3.1.8 von Anlage A zum ADR	550 EUR	I
14.9.	Gefährliche Rückstände der Verpackungsgruppen II oder III auf der Außenseite des Tanks oder der Verpackung oder des Fahrzeugs/Containers, lose Schüttung	4.1.1.1, 4.3.2.3.5 oder 7.3.1.8 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
14.10.	Reinigung des Fahrzeugs oder Containers nicht durchgeführt (nach einer Beförderung in loser Schüttung oder wenn ein Produkt aus einem Versandstück ausgetreten ist)	7.5.8.1 oder 7.5.8.2 von Anlage A zum ADR	275 EUR	II
14.11.	Sonstige Nichtkonformität in Bezug auf die Sonderbestimmungen, die für einen bestimmten Stoff oder einen bestimmten Gegenstand gelten	3.3 von Anlage A zum ADR	125 EUR	III
Kapitel 15. Fahrer				
15.1.	Verweigerung der Kontrolle	1.8.1 von Anlage A zum ADR	6.500 EUR	I
15.2.	Nichteinhaltung einer Wegfahrsperrung	1.8.1.3 von Anlage A zum ADR	3.750 EUR	I

15.3.	Anschlüsse der Bremsanlage zwischen Zugfahrzeug und Anhänger nicht angeschlossen	8.3.8 von Anlage B zum ADR	Betrag gemäß Artikel 25, 3°, a), des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 50 Prozent	I
15.4.	Nichteinhaltung von Verkehrsbeschränkungen in Straßentunneln	8.6 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
15.5.	Nichtbeachtung des Signals C24 a, b oder c	8.6 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	I
15.6.	Nichteinhaltung der Verpflichtung, Autobahnen oder andere zugelassene Straßen zu benutzen	8.6 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
15.7.	Nichtbeachtung des Rauchverbots	8.3.5 von Anlage B zum ADR	550 EUR	II
15.8.	Missachtung des Verbots, Versandstücke zu öffnen	8.3.3 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
15.9.	Nichteinhaltung der Bestimmungen über das Halten und Parken	8.5 (S8 und S9) von Anlage B zum ADR	550 EUR	III
15.10.	Nichtbeachtung von Verkehrsbeschränkungen, die nicht an anderer Stelle in dieser Liste aufgeführt sind	Anlagen A und B zum ADR	275 EUR	III
15.11.	Anwesenheit einer nicht zur Besatzung gehörenden Person	8.3.1 von Anlage B zum ADR	275 EUR	III
Kapitel 16. Unternehmen				
16.1.	Allgemeines			
16.1.1.	Verweigerung des Zugangs zum Standort	1.8.1.3 von Anlage A zum ADR	6.500 EUR	
16.1.2.	Kein Sicherheitsberater, der im Besitz einer gültigen Bescheinigung ist	1.8.3.1 von Anlage A zum ADR	6.500 EUR	
16.1.3.	Kein Sicherheitsplan	1.10.3.2 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	
16.1.4.	Identität des Sicherheitsberaters nicht fristgerecht an die Behörde übermittelt	1.8.3.5 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	
16.1.5.	Unfallbericht nicht fristgerecht an die Behörde übermittelt	1.8.3.6, 1.8.5 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	
16.1.6.	Keine angemessene Schulung der Beteiligten	1.3.1, 1.3.2, 1.3.3, 1.10.2 von Anhang A zum ADR	1.650 EUR	
16.1.7.	Der Sicherheitsberater verfügt nicht über die Bescheinigung für die richtige Kategorie	1.8.3.1 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	
16.1.8.	Kein oder ein unvollständiger Jahresbericht	1.8.3.3 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	
16.1.9.	Nichtumsetzung des Sicherheitsplans	1.10.3.2 von Anlage B zum ADR	1.100 EUR	

16.2.	Absender			
16.2.1.	Nichteinstufung als für den Transport verbotener Stoff	1.4.2.1 von Anlage A zum ADR	6.500 EUR	I
16.2.2.	Nichteinstufung als Stoff, dessen Beförderung durch das ADR-Übereinkommen geregelt ist	1.4.2.1 von Anlage A zum ADR	3.750 EUR	I
16.2.3.	Zuteilung einer falschen UN-Nummer	1.4.2.1 von Anlage A zum ADR	2.750 EUR	I
16.2.4.	Zuteilung einer Verpackungsgruppe zu geringerem Gefährlichkeitsgrad	1.4.2.1 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
16.2.5.	Verwendung von 2.1.3.5.5 für Abfälle, deren Zusammensetzung bekannt ist	2.1.3.5.5 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	I
016.2.6.	Falsche Verwendung von 2.1.3.5.5 nicht an anderer Stelle erwähnt	2.1.3.5.5 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	II
16.2.7.	Nicht-Zuweisung von Umweltrisiken	1.4.2.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.2.8.	Sonstiger Verstoß im Zusammenhang mit der Klassifizierung	2.1, 2.2 und 3.3 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III
16.3.	Beförderer			
16.3.1.	Kein Geschwindigkeitsbegrenzer oder ein offensichtlich funktionsunfähiger Geschwindigkeitsbegrenzer, nicht den Anforderungen entsprechend oder wenn die Fahrzeuggeschwindigkeit nicht auf den vorgeschriebenen Wert begrenzt ist;	9.2.5. von Anlage B des ADR	Betrag gemäß Artikel 25, 5°, b), des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 30 Prozent	I
16.3.2.	Die elektrische Ausrüstung oder Bremsausrüstung entspricht nicht den Vorschriften	9.2.2 oder 9.2.3 von Anlage B zum ADR	Betrag gemäß Artikel 25, 3°, a), des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 50 Prozent	I

16.3.3.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf die technische Kontrolle des Fahrzeugs	9.2. von Anlage B zum ADR	Betrag gemäß Art. 25, 2°, a), des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. April 2023 zur Regelung der technischen Unterwegskontrollen der in Belgien und im Ausland zugelassenen Nutzfahrzeuge erhöht um 50 Prozent	II
16.3.4.	Nichtüberprüfung des ordnungsgemäßen Zustands des Fahrzeugs	1.4.2.2 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.3.5.	Nichteinhaltung der Bestimmungen zur Überwachung, zum Halten und zum Schutz der Beförderung	8.4 oder 8.5 (S10 und S13 bis einschließlich S24) von Anlage B zum ADR	550 EUR	II
16.3.6.	Nichtkonformität in Bezug auf den Kraftstofftank	1.1.3.3 von Anlage A zum ADR	275 EUR	III
16.3.7.	Nichtkonformitäten in Bezug auf automatische Feuerlöscher	9.7.9.1 von Anlage B zum ADR	1100 EUR	I
16.3.8.	Nichtkonformitäten in Bezug auf den Wärmeschutz	9.7.9.2 von Anlage B zum ADR	1100 EUR	I
16.3.9.	Sonstige Nichtkonformitäten in Bezug auf das Fahrzeug	Teil 9 von Anlage B zum ADR	125 EUR	III
16.4.	Empfänger			
16.4.1.	Verweigerung der Entladung ohne triftigen Grund	1.4.2.3.1 von Anlage A zum ADR	1100 EUR	II
16.4.2.	Rückgabe eines nicht-konformen Containers an den Beförderer	1.4.3.2 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.5.	Verlader			
16.5.1.	Nichteinhaltung der Vorschriften für die Beladung und Handhabung	1.4.3.1.1, 7.5.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.5.2.	Ausrüstung zum Anschluss des Fahrzeugs an die feste Einrichtung, flexible Schläuche, Verbindungen, nach dem Beladen nicht oder schlecht gereinigt	1.4.3.3 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.6.	Entlader			
16.6.1.	Nichteinhaltung der Vorschriften für die Entladung und Handhabung	1.4.3.7.1 b und c, 7.5.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.6.2.	Nichteinhaltung der Vorschriften für die Reinigung von Fahrzeugen/Tanks/Containern	1.4.7.3.1 d und e von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.6.3.	Ausrüstung zum Anschluss des Fahrzeugs an die feste Einrichtung, flexible Schläuche, Verbindungen, nach dem Entladen nicht oder schlecht gereinigt	1.4.3.7.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
16.6.4.	Weigerung, den Tank nach dem Entladen zu entgasen	1.4.3.7.1 von Anlage A zum ADR	550 EUR	II
Kapitel 17. Inspektionsstellen				
17.1.	Ausstellung falscher Bescheinigungen	1.8.7, 1.8.8, 4 und 6 von Anlage A zum ADR	6.500 EUR	

17.2.	Ausstellung von nicht-konformen Bescheinigungen	1.8.7, 1.8.8, 4 und 6 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	
17.3.	Nichteinhaltung der Bescheinigungsanforderungen	1.8.6.3.1 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	
17.4.	Einsatz von Subunternehmern, die nicht nach den vorgeschriebenen Standards akkreditiert sind	1.8.6.3.3.1, 1.8.7.7.2 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	
17.5.	Übertragung aller Aufgaben der Konformitätsbewertung, der regelmäßigen Kontrolle, der Zwischenkontrolle oder der außerordentlichen Kontrolle	1.8.6.3.3.1, 1.8.7.7.2 von Anlage A zum ADR	1.650 EUR	
17.6.	Sonstige Unregelmäßigkeiten im Zusammenhang mit der Übertragung von Aufgaben	1.8.6.3.3 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	
17.7.	Nichteinhaltung der Informationspflicht gegenüber Behörden	1.8.6.3.3.1, 1.8.6.3.4, 1.8.7.5.3, 1.8.7.7.5 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	
17.8.	Nichteinhaltung der Zulassungsverfahren für Verpackungen/Tanks	1.8.7, 1.8.8, 4 und 6 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	
17.9.	Sonstige Unregelmäßigkeiten	1.8.6, 1.8.7, 1.8.8, 4 und 6 von Anlage A zum ADR	1.100 EUR	

Genehmigt als Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Kontrolle auf der Straße und in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen.

Namur, 25. April 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Straßenverkehrssicherheit

V. DE BUE

Anhang 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Verkehrskontrolle und Kontrolle in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen.

„Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Umsetzung des Dekrets vom 4. April 2019 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über administrative Bußgelder im Bereich der Verkehrssicherheit, mit Ausnahme der Bestimmungen in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten

AAM
 Hinterlegung

Formular für eine geringere administrative Geldbuße oder eine Hinterlegung von Geldbeträgen

STRASSENKONTROLLEINHEIT	Formular für den Zuwiderhandelnden.
-------------------------	-------------------------------------

Ort des Verstoßes:
Datum der Feststellung:
Uhrzeit der Feststellung:

ZUWIDERHANDELNDER

Name, Vorname:
.....
Geburtsdatum:

Straße, Nr.:
.....
.....

Postleitzahl: Gemeinde:
.....
.....

Land:
.....
..... Nationalität:

FAHRZEUG(E)

Marke:

Typ:

Kennzeichen:

Nationalität:

ART DES VERSTOSSES/DER VERSTÖSSE

Sie erkennen den Verstoß an. Sie müssen den Betrag der geringeren administrativen Geldbuße in Höhe vonEuro per ^{Bankkarte}, Kreditkarte, **Überweisung (1)** oder in bar (2) bezahlen. Mit der Wahl dieser Option verzichten Sie auf Ihr Recht, den Verstoß anzufechten. Mit der Zahlung wird das Verwaltungsverfahren eingestellt, es sei denn, der Berater für die administrative Verfolgung teilt Ihnen innerhalb eines Monats mit, dass er beabsichtigt, das Verfahren fortzusetzen.

Sie bestreiten, den Verstoß begangen zu haben.
Es wird ein Protokoll erstellt.

- Bankkarte/Kreditkarte
- Überweisung
- Arten

1. Nur für Zuwiderhandelnde, die ihren Hauptwohnsitz in Belgien haben.
2. Nur wenn die Einziehung oder Hinterlegung von einem Mitglied des Einsatzkaders der lokalen oder föderalen Polizei vorgenommen wird.

Name des verbalisierenden Beamten: Unterschrift:
 Datum:

VOM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN

Name: Unterschrift:
 Datum:

Genehmigt als Anhang des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2024 über die Kontrolle auf der Straße und in den Unternehmen von Verstößen im Zusammenhang mit der Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße mit Ausnahme von explosiven und radioaktiven Stoffen.

Namur, 25. April 2024

Der Ministerpräsident
 E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
 Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Informatik, administrative Vereinfachung,
 beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Straßenverkehrssicherheit
 V. DE BUE

—————
 VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008407]

25 APRIL 2024. — Besluit van de Waalse regering betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 21 juni 1985, 28 juli 1987 en 8 mei 2019 en artikel 3, § 1, eerste lid, en §§ 2 tot en met 3;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, de artikelen 7, 14, § 1, 15, § 6, en 24, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 oktober 1998 ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg.

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

“Gelet op het rapport van 20 april 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 186/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 september 2022;

Gelet op advies 74958/4 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen overeenkomstig artikel 6, § 2, 5° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980;

Gelet op het advies van de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 8 augustus 2022;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en van de Minister van Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn (EU° 2022/1999 van de Raad van 19 oktober 2022 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, omgezet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° ADR: de Europese Overeenkomst betreffende het internationale vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, ondertekend in Genève op 30 september 1957;

2° RID: Reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van gevaarlijke goederen;

3° voertuig: elk voor deelneming aan het wegverkeer bestemd compleet of incompleet motorvoertuig op ten minste vier wielen met een door de constructie bepaalde maximumsnelheid van meer dan vijftieng kilometer per uur en aanhangwagens daarvan, met uitzondering van voertuigen die zich over rails voortbewegen, mobiele machines en landbouw- of bosbouwtrekkers die bestemd zijn voor beroepsmatig of privégebruik in de landbouw, de tuinbouw, de bosbouw of de visserij;

4° Minister: de Minister bevoegd het vervoer van gevaarlijke goederen;

5° klassen: de klassen van gevaarlijke goederen bedoeld in paragraaf 2.1.1.1 van het ADR ;

6° het UN-nummer: het viercijferige identificatienummer voor gevaarlijke goederen overeenkomstig de "Model Regulations" bij de "Recommendations on the Transport of Dangerous Goods", gepubliceerd door de Verenigde Naties, in de meest recente editie;

7° gevaarlijke goederen: goederen die als zodanig zijn gedefinieerd in paragraaf 1.2.1 van het RID en het ADR en die behoren tot de klassen 2, 3, 4.1, 4.2, 4.3, 5.1, 5.2, 6.1, 6.2, 8 en 9, met uitzondering van de UN-nummers 1204, 1310, 1320, 1321, 1322, 1336, 1337, 1344, 1347, 1348, 1349, 1354, 1355, 1356, 1357, 1517, 1571, 1942, 2059, 2067, 2426, 2555, 2556, 2557, 2852, 2907, 3064, 3268, 3317, 3319, 3343, 3344 en 3357 ;

8° verpakking: houder, IBC (intermediate bulk container), grote verpakking in bulk, MEGC, tank, reservoirwagen, batterijwagen, vacuümtank, afneembare tank, vaste tank, afneembare tank, transporttank, tankcontainer, wissel-laadbak, transporteenheid, batterijwagen, elk zoals gedefinieerd in sectie 1.2.1 van het ADR en RID;

9° de bevoegde overheid: de minister, zijn gedelegeerde of elke andere instantie die uitdrukkelijk voor een bepaald geval is aangewezen voor de toepassing van de ADR-voorschriften;

10° het decreet van 4 april 2019: het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

11° onderneming : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon met of zonder winstoogmerk, elke vereniging of groepering van personen zonder rechtspersoonlijkheid met of zonder winstoogmerk, alsmede elk overheidslichaam met rechtspersoonlijkheid of afhankelijk van een overheid met rechtspersoonlijkheid dat gevaarlijke goederen vervoert, laadt, lost of laat vervoeren, alsmede degenen die dergelijke goederen in het kader van een vervoer tijdelijk opslaan, verzamelen, verpakken of in ontvangst nemen ;

12° de afzender: de persoon die gevaarlijke goederen verzendt voor zichzelf of voor een derde. Wanneer het vervoer wordt uitgevoerd op basis van een vervoersovereenkomst, wordt de verzender volgens die overeenkomst beschouwd als de verzender;

13° de belader: iedere natuurlijke of rechtspersoon die in de vrachtbrief of het cognossement als zodanig is aangeduid of, bij gebreke van een dergelijke aanduiding, degene die een bergingsmiddel laadt of vult of de lading op een bergingsmiddel voor vervoer plaatst, die een laad- of vuleenheid verricht;

14° de verpakker: de persoon die gevaarlijke goederen afvult in verpakkingen, met inbegrip van grote verpakkingen en intermediate bulk containers, en, in voorkomend geval, de verpakkingen klaar maakt voor vervoer;

15° de vuller: degene die een tank, tankwagen, batterijwagen, tankwagen, afneembare tank, transporttank, tankcontainer, batterijvoertuig, MEGC of voertuig, grote container of kleine bulkcontainer vult met gevaarlijke stoffen;

16° de bemanning: de bestuurder of elke andere persoon die de bestuurder vergezelt om redenen van veiligheid, beveiliging, opleiding of bediening;

17° het bevoegde personeelslid: een personeelslid dat gekwalificeerd is om overtredingen te onderzoeken en vast te stellen, zoals bedoeld in artikel 14 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid ;

18° het vervoer: ieder vervoer over de weg door voertuigen, dat geheel of gedeeltelijk plaatsvindt via het openbare wegnnet op het grondgebied, met inbegrip van de werkzaamheden in verband met het laden en lossen, die onder de A.D.R. vallen, onverminderd de wettelijke regelingen inzake de uit deze werkzaamheden voortvloeiende aansprakelijkheid;

19° de controle langs de weg: iedere controle of iedere inspectie, verificatie of formaliteit die door de bevoegde instanties wordt uitgevoerd om redenen die verband houden met de veiligheid van het vervoer van gevaarlijke goederen;

20 de bedrijfsinterne controle :iedere controle of iedere inspectie, verificatie of formaliteit die door de bevoegde instanties wordt uitgevoerd om redenen die verband houden met de veiligheid van het vervoer van gevaarlijke goederen;

Niet gedefinieerde termen hebben dezelfde betekenis als in het ADR.

HOOFDSTUK 2. — *Risicocategorieën*

Art. 3. De administratieve boetes die van toepassing zijn op overtredingen krachtens dit besluit zijn opgenomen in bijlage 2. Ze worden ingedeeld in een van de volgende drie risicocategorieën:

1° risicocategorie I voor inbreuken op de bepalingen van het ADR met een hoog risico op overlijden, ernstig lichamenteel letsel of aanzienlijke milieuschade, die normaliter zouden moeten leiden tot onmiddellijke passende corrigerende maatregelen, zoals een rijverbod voor het voertuig;

2° risicocategorie II voor inbreuken op de bepalingen van het ADR die een risico van persoonlijk letsel of milieuschade met zich meebrengen en die normaliter zouden moeten leiden tot het nemen van passende corrigerende maatregelen, zoals de verplichting om op de plaats van controle zoveel mogelijk orde op zaken te stellen of uiterlijk aan het einde van het lopende vervoer ;

3° risicocategorie III voor inbreuken op de bepalingen van het ADR die resulteren in een laag risico op persoonlijk letsel of milieuschade en die niet leiden tot passende corrigerende maatregelen ter plaatse, die op een later tijdstip door het bedrijf kunnen worden genomen.

Art. 4. Voor de toepassing van de artikelen 7 en 9 kunnen strafbare feiten in een of meer categorieën in een hogere categorie worden ingedeeld indien wordt geoordeeld dat de gecombineerde gevolgen van die strafbare feiten tot een verhoogd risico leiden.

HOOFDSTUK 3. — *Controles van de voertuigen van vervoer over de weg*

Art. 5. § 1. De bevoegde personeelsleden stellen de in bijlage 2 genoemde overtredingen vast, met uitzondering van overtredingen met betrekking tot bedrijfsinterne controle. Zij zorgen ervoor dat een representatief deel van het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg wordt onderworpen aan de controles waarin dit besluit en Richtlijn (EU) 2022/1999 van het Europees Parlement en de Raad van 19 oktober 2022 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg voorzien, teneinde de naleving van de regelgeving inzake het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg te verifiëren.

De in lid 1 bedoelde controles worden overeenkomstig artikel 3 van Verordening (EG) nr. 1100/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2008 inzake de afschaffing van controles aan de grenzen van de lidstaten voor wegvervoer en binnenvaart en artikel 1 van Verordening (EEG) nr. 3912/92 van de Raad van 17 december 1992 inzake in de Gemeenschap in het wegvervoer en de binnenvaart uitgevoerde controles van in een derde land ingeschreven of tot het verkeer toegelaten vervoermiddelen. Ze worden steekproefsgewijs uitgevoerd en bestrijken, voor zover mogelijk, een groot deel van het Waalse wegennet.

Onverminderd lid 1 kunnen bevoegde personeelsleden specifieke steekproefsgewijze controles uitvoeren.

§ 2. Aan het einde van de controle overhandigt het bevoegde personeelslid het document met de inhoud van bijlage 1 aan de bestuurder van het voertuig, op papier of elektronisch.

De bestuurder toont het in lid 1 bedoelde document op verzoek bij het uitvoeren van latere controles tijdens de rit.

Art. 6. De locaties die voor deze controles zijn gekozen, maken het mogelijk om voertuigen die in overtreding zijn in overeenstemming te brengen met de voorschriften of, als het bevoegd personeelslid dit nodig acht, het voertuig stil te zetten op het terrein of op een locatie die door het personeelslid voor dit doel is aangewezen, zonder dat deze locatie een veiligheidsrisico vormt.

Indien nodig en op voorwaarde dat dit geen veiligheidsrisico inhoudt, kunnen monsters van de vervoerde producten genomen worden voor onderzoek door laboratoria die vermeld staan op de website van de Waalse Overheidsdienst voor Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Zodra deze bemonstering het bestaan van een overtreding aan het licht brengt of bevestigt, worden de gerelateerde kosten in rekening gebracht aan de overtreder.

Controles mogen niet langer duren dan redelijk is.

Art. 7. Wanneer tijdens het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg een of meer van de in aanhangsel 2 vermelde inbreuken worden vastgesteld en het voertuig in risicocategorie I valt, wordt het voertuig ter plaatse of op een daartoe door het bevoegde personeelslid aangewezen plaats geïmmobiliseerd.

Het voertuig wordt weer in overeenstemming gebracht voordat het zijn reis voortzet of kan, afhankelijk van de omstandigheden of veiligheidseisen, onderworpen worden aan andere passende maatregelen zoals het overbrengen van goederen of de vervanging van de bestuurder.

Het bevoegde personeelslid kan besluiten het voertuig te begeleiden naar de in lid 1 bedoelde plaats.

Art. 8. Om het voertuig stil te zetten op een plaats die geen gevaar voor de veiligheid oplevert, mag het bevoegde personeelslid de boorddocumenten en contactsleutels verwijderen of een wielklem bevestigen of een ketting aanbrengen.

Art. 9. De bevoegde personeelsleden selecteren bij voorrang voertuigen van ondernemingen met een hoog risiconiveau, berekend aan de hand van de formule in Uitvoeringsverordening (EU) 2022/695 van de Commissie van 2 mei 2022 tot vaststelling van regels voor de toepassing van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de gemeenschappelijke formule voor de berekening van de risicoclassificatie van vervoersondernemingen.

Voertuigen mogen ook willekeurig voor controle worden geselecteerd, of wanneer er een vermoeden bestaat dat het voertuig een risico voor de verkeersveiligheid of het milieu vormt.

HOOFDSTUK 4. — *Bedrijfsinterne controles*

Art. 10. § 1. De bedrijfsinterne controles ter plaatse worden uitgevoerd door statutaire ambtenaren of contractuele personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, die hiertoe zijn aangesteld krachtens artikel 3 van de wet van 19 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg.

De controles bedoeld in het eerste lid worden uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, paragrafen 2 tot en met 3 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren kunnen bij wijze van preventieve maatregel of wanneer langs de weg inbreuken worden vastgesteld die het veilige vervoer van gevaarlijke goederen in gevaar brengen, ter plaatse bij bedrijven controles uitvoeren.

§ 3. Bedrijven met een hoog risiconiveau, op basis van de formule in Uitvoeringsverordening (EU) 2022/695 van de Commissie van 2 mei 2022 tot vaststelling van regels voor de toepassing van Richtlijn 2006/22/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de gemeenschappelijke formule voor de berekening van de risicoclassificatie van vervoersondernemingen, worden met voorrang gecontroleerd. Deze controles zijn bedoeld om te garanderen dat de veiligheidsomstandigheden waaronder gevaarlijke goederen worden vervoerd, voldoen aan het ADR.

§ 4. Wanneer een of meer van de in bijlage 2 opgesomde inbreuken met betrekking tot het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg worden vastgesteld, worden de betreffende transporten in overeenstemming gebracht voordat ze het bedrijf verlaten.

HOOFDSTUK 5. — *Administratieve geldboetes*

Art. 11. De in bijlage 2 bedoelde inbreuken moeten worden toegeschreven aan een of meer deelnemers aan het vervoer, namelijk de verlader, de afzender, de vervoerder, de bemanning, de vuller en de verpakker, met betrekking tot hun respectieve veiligheidsverplichtingen als bedoeld in de bijlagen A en B van het ADR.

Art. 12. De bevoegde personeelsleden doen aangifte van de in bijlage 2 vermelde overtredingen, met uitzondering van de overtredingen met betrekking tot bedrijfsinterne controle, overeenkomstig de artikelen 3 tot en met 8, § 1, 9 tot en met 13, 16, 17 en 27 van het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 tot uitvoering van het besluit van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid, met uitzondering van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren.

Art. 13. De ambtenaren bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, stellen de overtredingen met betrekking tot de bedrijfsinterne controle bedoeld in bijlage 2 vast, overeenkomstig de artikelen 4 tot 8 van het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

HOOFDSTUK 6. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 14. De bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 tot uitvoering van het besluit van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid, met uitzondering van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren, wordt vervangen door bijlage 3 bij dit besluit.

Art. 15. In het besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid voor wat het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren betreft, wordt artikel 6 aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt

“§ 3. De minister bepaalt de onderscheidingstekens en andere identificatiemiddelen van de bevoegde personeelsleden bij de uitoefening van hun taak en de onderscheidingstekens van de voertuigen van de “Unité de Contrôle Routier” (Eenheid Verkeerscontrole), bedoeld in artikel 2bis van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboeten inzake verkeersveiligheid.”

HOOFDSTUK 7. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 16. Het koninklijk besluit van 19 oktober 1998 ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg wordt opgeheven.

Art. 17. De bijlage bij het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 juli 2013 wordt opgeheven

Art. 18. De Minister die bevoegd is voor het vervoer van gevaarlijke goederen en de Minister van openbare werken zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

CONTRLELIJST

1. Plaats van controle	2. Datum		3. Tijd
4. Nationaliteitskenmerk en inschrijvingsnummer van het voertuig			
5. Nationaliteitskenmerk en inschrijvingsnummer van aanhanger/oplegger			
6. Onderneming die het vervoer uitvoert/adres			
7. Chauffeur/Bijrijder			
8. Afzender, adres, plaats van laden (t) (2)			
9. Ontvanger, adres, plaats van lossen (l) (2)			
10. Totale hoeveelheid gevaarlijke goederen per transporteenheid			
11. Maximale hoeveelheid van ADR 1.1.3.6 overschreden	ja	nee	
12. Wijze van vervoer Documenten in het voertuig	bulk	Colli	tank
13. Vervoersdocument	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing

1. Plaats van controle	2. Datum		3. Tijd
14. Schriftelijke instructies	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
15. Bilaterale/multilaterale overeenkomst/nationale vergunning	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
16. Certificaat van goedkeuring van de voertuigen	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
17. Opleidingscertificaat van de conducteur Vervoersoperatie	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
18. Goederen mogen worden vervoerd	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
19. Goederen mogen met het voertuig worden vervoerd	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
20. Bepalingen inzake wijze van vervoer (bulk, collo, tank)	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
21. Verbod gecombineerde lading	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
22. Beladen en vastzetten van de vracht en behandeling ⁽³⁾	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
23. Lekkage van goederen of beschadiging van collo ⁽³⁾	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
24. UN kenmerk verpakking/tank ⁽²⁾ ⁽³⁾ (ADR 6)	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
25. Kenkerken (bijv. UN n°) en etikettering collo (ADR 5.2) ⁽²⁾	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
26. Grote etiketten op tanks/voertuig (ADR 5.3.1)	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
27. Markering voertuig/transporteenheid (oranje bord, hoge temperatuur) (ADR 5.3.2-3)	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
Uitrusting in het voertuig			
28. Algemene in het ADR gespecificeerde veiligheidsuitrusting	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
29. Uitrusting afhankelijk van de vervoerde goederen	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
30. Andere in de schriftelijke instructies gespecificeerde uitrusting	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
31. Brandblusser(s)	gecontroleerd	inbreuk vastgesteld	niet van toepassing
39. Ernstigste risicocategorie van eventuele vastgestelde inbreuken	Categorie I	Categorie II	categorie III':
40. Opmerkingen :			
41. Autoriteit/personeelslid dat de inspectie heeft uitgevoerd			
(1) Alleen invullen als dit voor de inbreuk relevant is (2) Onder "opmerkingen" vermelden voor gegroepeerd vervoer (3) Controle op zichtbare inbreuken			

Gezien om te worden gevoegd bij bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

Overtredingen		Regelgeving	Te innen bedrag	Categorie
Hoofdstuk 1. Vervoersdocument en identificatiebewijs				
1,1.	Geen vervoersdocument voor gevaarlijke goederen	5.4.1 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR	I
1,2.	Onmogelijk om de goederen te identificeren door gebrek aan gegevens of tegenstrijdige gegevens met behulp van tabel A	5.4.1.1.1 of 5.4.1.1.16 van Bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	I
1,3.	Geen vermelding van de datum waarop de feitelijke bedrijfstijd afloopt	4.3.3.5, 5.4.1.2.2 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	I
1,4.	Niet-naleving van specifieke bepalingen met betrekking tot lege, ongereinigde retentievoorzieningen	5.4.1.1.6 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
1,5.	Vervoersdocument voor gevaarlijke goederen ontbreekt of is onvolledig in geval van ongereinigd leeg transport	5.4.1.1.1 of 5.4.1.1.6 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
1,6.	Een versie die bruikbaar is voor controleurs is niet beschikbaar	5.4.4,2 van Bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
1,7.	Het vervoersdocument is niet toegankelijk voor de hulpdiensten in geval van nood	5.4.0, 8.1.2 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
1,8.	Ontbrekende of onvolledige hoeveelheden	5.4.1.1.1 of 5.4.1.1.3,2 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
	Waarden berekend volgens 1.1.3.6 ontbreken of zijn onvolledig.			III.
	Ontbrekende of onjuiste naam of adres van afzender of ontvanger			III.
1,9.	Documenten niet in de in de ADR vermelde talen	5.4.1,4 van Bijlage A bij het ADR	275 EUR	III.
1:10.	De woorden gevaarlijk voor het milieu ontbreken of zijn onleesbaar	5.4.1.1.18 van Bijlage A bij het ADR	275 EUR	III.
1:11.	Andere non-conformiteiten in het vervoersdocument voor gevaarlijke goederen	Art. 7 van het Koninklijk Besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg of per spoor, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, hierna het Koninklijk Besluit van 28 juni 2009, 3.3, 3.5.6, 5.4.1 en 5.5 van bijlage A bij het ADR.	125 EUR	III.
1:12.	Vervoersdocumenten worden niet drie maanden bewaard	5.4.4 van Bijlage A bij het ADR	275 EUR	III.

1:13.	De bemanning accepteerde de lading ondanks duidelijke tekortkomingen in de regels met betrekking tot het vervoersdocument voor gevaarlijke goederen.	5.4.1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	III.
1:14.	Bemanningslid draagt geen identiteitsbewijs met foto bij zich	1.10.1.4 van bijlage A bij het ADR	55 EUR	III.
Hoofdstuk 2. Erkenningscertificaat				
2,1.	Vals document	8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	3.750 EUR	I
2,2.	Onbestaand	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	1.650 EUR	I
2,3.	Meer dan zes maanden geleden verlopen of niet geldig voor de vervoerde goederen	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	1.100 EUR	I
2,4.	Niet meer dan zes maanden geleden verlopen	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	550 EUR	II.
2,5.	Afwezig maar geldig	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	125 EUR	III.
Hoofdstuk 3. Opleidingscertificaat van de conducteur				
3,1.	Vals document	8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	3.750 EUR	I
3,2.	Opgesteld op naam van een andere persoon	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	2.750 EUR	I
3,3.	Niet-bestaand - geen ADR-vergunning	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	1.100 EUR	I
3,4.	Categorie of klasse ongeldig of verlopen meer dan zes maanden geleden	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	550 EUR	II.
3,5.	Niet meer dan zes maanden geleden verlopen	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	275 EUR	III.
3,6.	Afwezig maar geldig	7.5.1,2, 8.1.2,2 van bijlage B bij het ADR	55 EUR	III.
Hoofdstuk 4. Schriftelijke instructies				
4,1.	Ontbrekend, onleesbaar of onvolledig	5.4.3,4 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
4,2.	Niet in een taal die de bestuurder begrijpt	5.4.3,2 van Bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
4,3.	In een oude/verouderde versie	5.4.3,4 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
4,4.	Onjuiste vorm of achtergrond	5.4.3,4 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
4,5.	Niet op de juiste plaats	5.4.3,1 van bijlage A bij het ADR	55 EUR	III.
4,6.	Andere overtredingen	5.4.3 van bijlage A bij het ADR	55 EUR	III.
Hoofdstuk 5. Andere stukken				
5,1.	De documenten die vereist zijn in de door de bevoegde overheden afgegeven afwijkingen ontbreken	Art. 8, 9, 12, 13 en 14 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen;	550 EUR	II.

5,2.	Geen toestemming, aankondiging of voorafgaande kennisgeving vereist	1.4.2.2, 3.3, 4.2.1.13, 5.1.1, 6.7.1.3 van bijlage A bij het ADR, Art. 8, 9, 12, 13 en 14 van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke goederen beantwoordt, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen ;	550 EUR	II.
Hoofdstuk 6. Voertuig/tanksignalering				
6,1.	Geen bewegwijzering van het voertuig	5.3.2,1 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR	I
6,2.	Het UN-nummer op de oranje panelen komt niet overeen met de gegevens op het transportdocument.	5.3.2,1 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	I
6,3.	Onjuiste of onvolledige gevarencode op oranje borden	5.3.2,1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	I
6,4.	Onvoldoende bewegwijzering = een of meer oranje borden ontbreken	5.3.2,1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	I
6,5.	Alle naamplaatjes ontbreken	5.3.1, 5.1.3,1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	I
6,6.	Onvoldoende bewegwijzering = een of meer oranje borden ontbreken	5.3.1, 5.1.3,1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	I
6,7.	Een of meer etiketplaten komen niet overeen met de platen in kolom 5 van tabel A.	5.3.1, 5.1.3,1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
6,8.	Voertuig gelabeld met oranje panelen en eventueel labelplaten die niet of onvoldoende verborgen zijn in het geval van niet-ADR transport.	5.3.1.1.8 of 5.3.1.1.6 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
6,9.	Onjuiste of onvolledige gevarencode op oranje panelen: aard van het gevaar is correct, maar intenser dan dat van het vervoerde product, bijv. "33" weergegeven in plaats van de vereiste "30".	5.3.2,1 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	II.
6:10.		5.3.2,1 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
6:11.		5.3.1,1 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
6:12.		5.3.2,2 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
6:13.		5.3.2.1, 5.3.2.1.2, 5.3.2.1.4, 5.3.2.1.5 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
6:14.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot labelplaten, inclusief afmetingen	5.3.1 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
6:15.	Andere niet-nalevingen met betrekking tot oranje panelen	5.3.2 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.

Hoofdstuk 7. Colli				
7,1.	Markering en Kenmerk			
7.1.1.	Geen UN-markering, verpakking niet getest	4.1.1,3 van bijlage A bij het ADR	1650 EUR	I
7.1.2.	Het identificatienummer komt niet overeen met de gegevens op het vervoersdocument	5.2.1,1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	I
7.1.3.	Onvolledige, onjuiste of onleesbare UN-markering op geteste verpakkingen	4.1.1,3 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	II.
7.1.4.	Gebruik van niet-toegestane verpakking, zie verpakkingsinstructies, of verpakking die niet aan alle eisen van de verpakkingsinstructies voldoet	4.1.4 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	I
7.1.5.	Onjuiste of ontbrekende gasnaam, gascontainer	5.2.1,6 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	I
7.1.6.	Identificatienummer ontbreekt	5.2.1,1, 5.1.3,1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
7.1.7.	De periodieke keuring van de gastank is niet vernieuwd binnen de voorgeschreven periode	4.1.6.10 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	II.
7.1.8.	De periodieke keuring van de gastank is niet vernieuwd binnen de voorgeschreven periode	4.1.2,2 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	II.
7.1.9.	De houdbaarheid van bepaalde verpakkingen of grote bulkcontainers is verstreken	4.1.1.15 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	II.
7.1.10	de "oververpakking" ontbreekt of is niet in de voorgeschreven taal of de UN-nummers, er ontbreken gevaarsetiketten wanneer deze niet zichtbaar zijn op de verpakking	5.1.2 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
7.1.11	Geen oriëntatiepijlen, markeringen "milieugevaarlijk materiaal", lithiumbatterijmarkeringen of onleesbare markeringen	5.2.1,8 of 5.1.3,1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
7.1.12	Andere non-conformiteiten met betrekking tot markering of merken	3.3. en 6.1.3 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
7.2.	Etikettering			
7.2.1.	Een of meer labels ontbreken	5.2.2.1.1 of 5.1.3.1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
7.2.2.	Een of meer etiketplaten komen niet overeen met de platen in kolom 5 van tabel A.	5.2.2.1.1 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.
7.2.3.	De bemanning accepteerde de lading ondanks duidelijke tekortkomingen in de regels voor het markeren en etiketteren van colli.	4.1 en 5.2 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	II.

7.2.4.	Andere non-conformiteiten op het gebied van etikettering, waaronder afmetingen en etiketten op twee tegenover elkaar liggende zijden van de grote bulkcontainer	5.2.2 van bijlage A bij het ADR	125 EUR	III.
7.3.	Andere			
7.3.1.	Lading niet vastgezet of niet bevestigd aan het voertuig	3.3. en 7.5.7 van bijlage A bij het ADR	Bedrag bedoeld in artikel 25, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 50%.	I
7.3.2.	Onverzegelde verpakking gevaarlijk materiaal niet bewaard	4.1.1,1 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR	I
7.3.3.	Onvoldoende vastgezette lading	3.3. en 7.5.7 van bijlage A bij het ADR	Bedrag bedoeld in artikel 25, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 50%.	I
7.3.4.	Lek in verpakking	4.1.1,1 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR	I
7.3.5.	Twee goederen samen verpakken die niet samen kunnen worden verpakt	4.1.1,6 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR	I
7.3.6.	Colli in de verkeerde richting geplaatst (oriëntatiepijlen)	4.1.1.5, 5.1.2.3 van bijlage A bij het ADR, 7.5.1.5 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR	I

7.3.7.	Niet-naleving van de stapelregels	7.5.7,2 van Bijlage A bij het ADR	1.650 EUR	I
7.3.8.1.	Vulmarge te klein overvolle colli	4.1.1,4 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	I
7.3.8.2.	Gevaarlijke drukverhoging in de verpakking	4.1.1.19 en 4.1.4 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	I
7.3.9.	Vervorming van de verpakking die de stabiliteit of veiligheid in gevaar brengt	4.1.1,4 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	I
7.3.10.	Niet-naleving van de regels voor gezamenlijke verpakking	4.1.10. van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	
7.3.11.	Niet-naleving van regels voor de samenlading	7.5.2 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	
7.3.12.	Niet-naleving van de regels voor de samenlading van consumptiegoederen en diervoeder	7.5.4 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR	
7.3.13.	Lading niet toegankelijk voor inspectie	1.8.1 en 5.2.1.2 van bijlage A bij het ADR, richtlijn (EU) 2022/1999	550 EUR	
7.3.14.	Niet-conforme gascontainerventielen	4.1.6.8 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	
7.3.15.	De bemanning accepteerde de lading ondanks duidelijke tekortkomingen in de stuwage-, stapel- en uitlijnregels.	3.3. en 7.5.7 van bijlage A bij het ADR	550 EUR	
7.3.16.	Beschadigde verpakking	4.1.1.9 van bijlage A bij het ADR	275 EUR	
7.3.17.	Andere non-conformiteiten	4.1, 6.1, 6.2, 6.3, 6.5, 6.6 of 7.2.4 van bijlage A bij het ADR	55 EUR	
Hoofdstuk 8. Tanks				
8.0.	Niet-ADR tank	4.2.1.1, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2, 4.3.2.1, 4.4.1 of 4.5.2.1 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR	
8.0.1.	Tank voldoet niet langer aan ADR-vereisten	4.2.1.1, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2 of 6.8.2.3.3 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR	
8.1.	Aanduidingen			

8.1.1.	De geldigheid van de laatste tankinspectie is meer dan zes maanden oud	6.7.2.19.2, 6.8.2.4.2, 6.8.2.4.3, 6.8.3.4.6, 6.8.3.4.15, 6.9.2.8, 6.13.5.2 van bijlage A van het ADR.	1.650 EUR
8.1.2.	Uitzonderlijke inspectie die niet wordt uitgevoerd wanneer de veiligheid van de tank of de uitrusting ervan in gevaar kan zijn gebracht, na reparatie, wijziging of ongeval van de tank, of wanneer er tekenen zijn van schade of corrosie, of lekken, of andere defecten die wijzen op een tekortkoming die de integriteit van de tank in gevaar kan brengen.	6.7.2.19.7, 6.8.2.4.4 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
8.1.3.	De geldigheid van de laatste tankinspectie is meer dan zes maanden oud	6.7.2.19.2, 6.8.2.4.2, 6.8.2.4.3, 6.8.3.4.6, 6.8.3.4.15 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
8.1.4.	Ontbrekende of onvolledige markering	6.7.2.20, 6.7.3.16, 6.7.4.15, 6.7.5.13, 6.8.2.5, 6.8.3.5, 6.9.2.10 en 6.13.6 van bijlage A van het ADR.	1.100 EUR
8.1.5.	Geen markering van de feitelijke bedrijfstijd	4.2.3.7.2. van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
8.2.	Andere		
8.2.1.	Ongeoorloofd materiaal in tanks zie kolom 10/12 van tabel A	7.4.1 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR
8.2.2.	Vervoer van levensmiddelen in ADR-tanks verboden	TU15 4.3.5 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR
8.2.3.	Vervoer van levensmiddelen in ADR-tanks zonder de nodige maatregelen te hebben genomen om schade aan de volksgezondheid te voorkomen	4.3.2.1.6 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR
8.2.4.	Tank niet gesloten of lek in de tank of de apparatuur	4.3.2.3.3 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR

8.2.5.	Maximale vulsnelheid overschreden, hoeveelheden niet gerespecteerd	4.2.1.9.1.1, 4.2.1.13.13, 4.2.1.19.2, 4.2.2.7, 4.2.3.6, 4.2.4.5, 4.2.5.2.6, 4.2.5.3, 4.3.2.2, 4.3.3.2, 4.3.5, 4.4.2.1 of 4.5.2.1 van bijlage A van het ADR	1.650 EUR
8.2.6.	Regel voor gedeeltelijke lading van twintig tot tachtig procent niet nageleefd	4.3.2.2.4 of 4.2.1.9.6 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
8.2.7.	Feitelijke bedrijfstijd overschreden	4.2.3.6, 4.2.3.7, 4.2.3.8, 4.3.3.5, 4.3.3.6, 5.4.1.2.2, 6.7.4.2.10, 6.7.4.15, 6.8.3.4.10 ou 6.8.3.5.4 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
8.2.8.	De tank voldoet niet aan de minimumvereisten van de tankcode of aan de speciale bepalingen die vereist zijn voor de vervoerde goederen.	4.2.1.1, 4.2.1.19.2, 4.2.2.2, 4.2.3.2, 4.2.4.2, 4.2.5.2.5, 4.2.5.3 of 4.3.2.1 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
8.2.9.	Vervoer van chemisch instabiele stoffen zonder de nodige maatregelen te hebben genomen om gevaarlijke ontleding, omzetting of polymerisatie tijdens het vervoer te voorkomen.	2.2.41.1.16, 2.2.41.1.17, 2.2.41.1.21, 2.2.41.2.1, 2.2.51.2.1, 2.2.52.1, 3.3, 4.2.1.3, 4.2.2.4, 4.2.5.2.6, 4.2.5.3, 4.3.4.1.3, 4.3.5 (UT 1 t/m 4, 11 t/m 14, 16, 21, 39), 4.4.2 van bijlage A van het ADR, 7.1.7 van bijlage B van het ADR	1.100 EUR

8.2.10.	Niet alle opeenvolgende openingssystemen van een rij zijn gesloten, maar minstens één is er gesloten; de openingssystemen van een rij zijn niet in de juiste volgorde gesloten.	4.3.2.3.3 of 4.3.2.3.4 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
8.2.11.	Lege tank niet gesloten	4.3.2.4.2 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
8.2.12.	Andere non-conformiteiten van de tank	4.2, 4.3, 4.4, 4.5, 4.7, 6.7, 6.8, 6.9, 6.10, 6.12 of 6.13 van bijlage A bij het ADR	125 EUR
Hoofdstuk 9. Bulk			
9.1.	Niet-toegestaan materiaal in bulk	7.3.1.1, 7.3.1.2 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR
9.2.	Lekken	7.3.1.3 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
9.3.	Container structureel ongeschikt voor gebruik; binnenwanden, plafond en vloer vertonen uitsteeksels of beschadigingen; binnenbekleding of apparatuur voor het vasthouden van materialen vertonen scheuren, breuken of beschadigingen die het vermogen om de lading vast te houden kunnen aantasten	7.3.1.13, 7.5.1.2 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
9.4.	Container niet gesloten of afgedekt	7.3.1.3 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
9.5.	Gevaarlijke goederen niet toegestaan in dit type voertuig/container	7.3.1.1, 7.3.1.6 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
9.6.	Belasting ongelijk verdeeld over het laadoppervlak	7.3.1.4 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
9.7.	Niet-naleving van speciale bepalingen	7.3.3 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
9.8.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot bulkvervoer	7.3. van bijlage A bij het ADR	125 EUR

Hoofdstuk 10. Verbod op vervoer			
10.1.	Gevaarlijke goederen die niet vervoerd mogen worden	3.2. van bijlage A bij het ADR	4.500 EUR
Hoofdstuk 11. Uitrusting			
11.1.	Brandblusapparaat:	8.1.4.1, 8.1.4.2, 8.1.4.3 of 8.1.4.4 van bijlage B bij de ADR 4.1 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 28 juni 2009	275 EUR
	- afwezig;		
	- met onvoldoende capaciteit;		
	- manometer buiten werking op nul, slang beschadigd;		
	- niet in overeenstemming, merkteken van overeenstemming, vervaldatum ontbreekt of inspectiedatum is overschreden;		
	- niet geschikt voor alle ontvlambaarheidsklassen.		
11.2.	Het vluchtmasker voor noodgevallen ontbreekt of het filter is niet geschikt of verlopen	8.1.5.3 van bijlage B bij het ADR	275 EUR
11.3.	Voor elk ontbrekend item anders dan vermeld in 11.2	8.1.5 van bijlage B bij het ADR	125 EUR
11.4.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot de uitrustingen	8.1.4, 8.1.4.5 van bijlage B bij het ADR	125 EUR
Hoofdstuk 12. Speciale markering			
12.1.	Geen waarschuwingsbord voor verstikkingsgevaar of onleesbaar signaal	5.5.2, 5.5.3 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
12.2.	Geen waarschuwingsbord voor besloten ruimten/afsluitmiddelen of onleesbaar signaal	CV36 en CV37 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
12.3.	Geen merkteken voor stoffen die onder hitte worden vervoerd of voor milieugevaarlijke stoffen, of merkteken onleesbaar	5.3.3, 5.3.6 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
12.4.	Ontbrekende markeringen op de achterkant van de tank	3.3 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 28 juni 2009	275 EUR

12.5.	Andere non-conformiteiten	5.3.3, 5.3.6, 5.5.2 of 5.5.3 van bijlage A bij het ADR	125 EUR
Hoofdstuk 13. Vrijstellingen			
13.1.1.	Aan de voorwaarden voor het gebruik van beperkte hoeveelheden is niet voldaan	3.4.1 § 1, 3.4.2 tot en met 3.4.4 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
13.1.2.	Geen vermelding van beperkte hoeveelheden op de pakketten	3.4.7, 3.4.8 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
13.1.3.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot beperkte hoeveelheden	3.4.7 tot en met 3.4.13 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
13.2.1.	Aan de voorwaarden voor het gebruik van de vrijgestelde hoeveelheden is niet voldaan	3.5.1.2, 3.2 of 3.5.5 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
13.2.2.	Geen vermelding van vrijgestelde hoeveelheden op de pakketten	3.5.4.1 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
13.2.3.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot vrijgestelde hoeveelheden	3.5.4, 3.5.6 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
13.3.1.	Aan de voorwaarden voor het gebruik van de vrijgestelde hoeveelheden is niet voldaan	1.1.3.1 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
13.3.2.	Volledige vrijstelling: maatregelen om lekken te voorkomen zijn niet voldoende	1.1.3.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
13.3.3.	Volledige vrijstelling: de maximaal toegestane hoeveelheden voor het aanvragen van de vrijstelling worden met maximaal tien procent overschreden.	1.1.3.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
13.3.4.	Totale vrijstelling: andere non-conformiteit in verband met gebruik of misbruik	1.1.3.1 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
13.4.	Aan de voorwaarden voor de toepassing van de uitzondering met betrekking tot de vervoerde hoeveelheden per transporteenheid is niet voldaan	1.1.3.6.1, 1.1.3.6.3, 1.1.3.6.4, 1.3.6.5 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR

13.5.	Vrijstelling gekoppeld aan de vervoerde hoeveelheden per transporteenheid: de maximale hoeveelheden die van de vrijstelling gebruik mogen maken, worden met maximaal tien procent overschreden	1.1.3.6.3 of 1.3.6.5 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
13.6.	Niet-naleving van vrijstellingsvereisten:	1.1.3.5, 1.1.3.7, 1.1.3.10, 3.3 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
	- met betrekking tot ongereinigde lege verpakkingen;		
	- met betrekking tot aan opslag- en productiesystemen voor elektrische energie;		
	- met betrekking tot het vervoer van lampen die gevaarlijke goederen bevatten;		
	- met betrekking tot speciale bepalingen die van toepassing zijn op een specifiek materiaal of item.		
13.7.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot vrijstellingen die van toepassing zijn op een specifiek materiaal of item	3.3. van bijlage A bij het ADR	275 EUR
Hoofdstuk 14. Andere voorschriften			
14.1.	Overschrijding van de totaal toegestane massa	1.4.2.2, 1.4.3.3	Bedrag voorzien in artikel 19 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid verhoogd met 30 %.
14.2.	Niet-naleving van de definitie van een vervoerseenheid twee of meer aanhangwagens	8.1. van bijlage B bij het ADR	1.650 EUR
14.3.	Overtreding van de regels voor het vastzetten van de container, tankcontainer, transporttank of MEGC op het transportvoertuig	7.5.7.4 van bijlage A bij het ADR	Bedrag voorzien in artikel 25, 3°, c) van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 50%
14.4.	Niet-naleving van de grenswaarden voor de vervoerde hoeveelheden	7.5.5.3 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR

14.5.	Container, tankcontainer, transporttank of MEGC in structureel slechte staat	7.1.4, 7.3.1.13, 7.5.1.2 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
14.6.	Het niet in acht nemen van de voorzorgsmaatregelen bij het omgaan met ontvlambare vloeistoffen en gassen	4.1.2.1, 7.5.10, 8.5 (S2) van bijlage B bij het ADR	550 EUR
14.7.	Non-conformiteit m.b.t. speciale transportbepalingen met betrekking tot belading	7.5.11 (met inbegrip van CV1, CV14, CV20 tot en met CV27 en CV34 en CV35) van bijlage B van het ADR of 8.5 (S4)	550 EUR
14.8.	Gevaarlijke resten van verpakkingsgroep I, aan de buitenkant van de tank of verpakking of het voertuig/de container, bulk	4.1.1.1, 4.3.2.3.5 ou 7.3.1.8 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
14.9.	Gevaarlijke resten van verpakkingsgroep I, aan de buitenkant van de tank of verpakking of het voertuig/de container, bulk	4.1.1.1, 4.3.2.3.5 ou 7.3.1.8 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
14:10.	Reinigen van voertuig of container niet uitgevoerd - bulktransport of veroorzaakt door het lekken van een verpakking	7.5.8,1, 7.5.8,2 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
14:11.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op een specifiek materiaal of item	3.3. van Bijlage A bij het ADR	125 EUR
Hoofdstuk 15. Chauffeurs			
15.1.	Weigering van de controle	1.8.1 van bijlage A bij het ADR	6.500 EUR
15.2.	Niet-naleving van een immobilisatie	1.8.1.3 van bijlage A bij het ADR	3.750 EUR
15.3.	De connectoren van het remsysteem zijn niet aangesloten tussen het motorvoertuig en de aanhangwagen.	8.3.8 van bijlage B bij het ADR	Bedrag voorzien in artikel 25, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 50%.

15.4.	Niet-naleving van verkeersbeperkingen in verkeerstunnels	8.6. van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
15.5.	Niet-naleving van sein C24 a, b of c	8.6. van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
15.6.	Niet voldoen aan de verplichting om snelwegen of andere toegestane wegen te gebruiken	8.6. van bijlage A bij het ADR	550 EUR
15.7.	Niet-naleving van het rookverbod	8.3.5 van bijlage B bij het ADR	550 EUR
15.8.	Niet-naleving van het verbod op het openen van pakjes	8.3.3 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
15.9.	Niet-naleving van de parkeerregels	8.5 (S8 et S9) van bijlage B bij het ADR	550 EUR
15:10.	Niet-naleving van verkeersbeperkingen die niet elders in deze lijst zijn opgenomen	Bijlagen A en B bij het ADR	275 EUR
15:11.	Aanwezigheid aan boord van personen die niet tot de bemanning behoren	8.3.1 van bijlage B bij het ADR	275 EUR
HOOFDSTUK 16. — <i>Bedrijven</i>			
16.1.	Algemeenheden		
16.1.1.	Weigering van toegang tot de site	1.8.1.3 van bijlage A bij het ADR	6.500 EUR
16.1.2.	Geen veiligheidsadviseur in het bezit van een geldig certificaat	1.8.3.1 van bijlage A bij het ADR	6.500 EUR
16.1.3.	Geen veiligheidsplan	1.10.3.2. van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR
16.1.4.	Identiteit van veiligheidsadviseur niet binnen de voorgescreven termijnen doorgegeven aan de autoriteit	1.8.3.5 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
16.1.5.	Ongevallenrapport niet binnen de termijn naar de autoriteit gestuurd	1.8.3.6, 1.8.5 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
16.1.6.	Geen geschikte opleiding voor dienstverleners	1.3.1, 1.3.2, 1.3.3, 1.10.2 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR

16.1.7.	De veiligheidsadviseur heeft niet het juiste categoriecertificaat	1.8.3.1 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
16.1.8.	Geen of onvolledig jaarverslag	1.8.3.3 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
16.1.9.	Past het beveiligingsplan niet toe	1.10.3.2. van bijlage B bij het ADR	1.100 EUR
16.2.	Verzenders		
16.2.1.	Niet geclassificeerd als stof die niet vervoerd mag worden	1.4.2.1 van bijlage A bij het ADR	6.500 EUR
16.2.2.	Niet geclassificeerd als een stof waarvan het vervoer wordt geregeld door het ADR-verdrag	1.4.2.1 van bijlage A bij het ADR	3.750 EUR
16.2.3.	Verkeerd UN-nummer toegewezen	1.4.2.1 van bijlage A bij het ADR	2.750 EUR
16.2.4.	Toewijzing van een te lage verpakkingsgroep - Minder grote mate van gevaar	1.4.2.1 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
16.2.5.	Gebruik van 2.1.3.5.5 voor afval van bekende samenstelling	2.1.3.5.5 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
16.2.6.	Onjuist gebruik van 2.1.3.5.5 niet elders genoemd	2.1.3.5.5 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
16.2.7.	Niet-toerekening van milieurisico's	1.4.2.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.2.8.	Andere overtreding gebonden aan de classificatie	2.1, 2.2 en 3.3 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
16.3.	Vervoerder		
16.3.1.	Geen snelheidsbegrenzer, of snelheidsbegrenzer die duidelijk niet werkt, niet aan de eisen voldoet of als de snelheid van het voertuig niet beperkt is tot de voorgeschreven waarde;	9.2.5 van bijlage B bij het ADR	Bedrag voorzien in artikel 25, 5°, b) van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 30%.
16.3.2.	Elektrische of remapparatuur voldoet niet aan de normen	9.2.2 of 9.2.3 van bijlage B bij het ADR	Bedrag voorzien in artikel 25, 3°, a), van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 50%.

16.3.3.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot de technische keuring van het voertuig	9.2. van bijlage B bij het ADR	Bedrag bedoeld in artikel 25, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 13 april 2023 betreffende de technische controle langs de weg van bedrijfsvoertuigen die in België of in het buitenland ingeschreven zijn, verhoogd met 50%.
16.3.4.	Het niet controleren of het voertuig in goede staat is	1.4.2.2 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.3.5.	Niet-naleving van de bepalingen inzake het controleren, stoppen en beveiligen van vervoer	8.5 (S10 en S13 tot en met S24) van bijlage B bij het ADR	550 EUR
16.3.6.	Non-conformiteit met betrekking tot de brandstoftank	1.1.3.3 van bijlage A bij het ADR	275 EUR
16.3.7.	Niet-conformiteiten met betrekking tot automatische blussers	9.7.9.1 van bijlage B bij het ADR	1100 EUR
16.3.8.	Niet-conformiteiten met betrekking tot automatische blussers	9.7.9.2 van bijlage B bij het ADR	1100 EUR
16.3.9.	Andere non-conformiteiten met betrekking tot het voertuig	deel 9 van bijlage B bij het ADR	125 EUR
16.4.	Ontvanger		
16.4.1.	Weigering om te lossen zonder geldige reden	1.4.2.3.1 van bijlage A bij het ADR	1100 EUR
16.4.2.	Een niet-conforme container terugsturen naar de vervoerder	1.4.3.2 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.5.	Lader		
16.5.1.	Niet-naleving van de voorschriften voor laden en lossen	1.4.3.1.1, 7.5.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.5.2.	Apparatuur voor het verbinden van het voertuig met de vaste installatie, flexibele slangen, fittingen, niet schoongemaakt of niet goed schoongemaakt na het laden	1.4.3.3 van bijlage A bij het ADR	550 EUR

16.6.	Losinstallatie		
16.6.1.	Niet-naleving van de voorschriften voor laden en lossen	1.4.3.7.1 b en c, 7.5.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.6.2.	Niet-naleving van de voorschriften voor het reinigen van voertuigen/tanks/containers	1.4.7.3.1 d et e van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.6.3.	Apparatuur voor het verbinden van het voertuig met de vaste installatie, flexibele slangen, fittingen, niet schoongemaakt of niet goed schoongemaakt na het laden	1.4.3.7.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
16.6.4.	Weigering om tank te ontluchten na lossen	1.4.3.7.1 van bijlage A bij het ADR	550 EUR
Hoofdstuk 17. Inspectieorganen			
17.1.	Uitgifte van valse certificaten	1.8.7, 1.8.8, 4 en 6 van bijlage A bij het ADR	6.500 EUR
17.2.	Uitgifte van niet-conforme certificaten	1.8.7, 1.8.8, 4 en 6 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
17.3.	Niet-naleving van de certificeringsvoorwaarden	1.8.6.3.1 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
17.4.	Gebruik van onderaannemers die niet geaccrediteerd zijn volgens de voorgeschreven normen	1.8.6.3.3.1, 1.8.7.7.2 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
17.5.	Delegatie van al zijn taken op het gebied van conformiteitsbeoordeling, periodieke inspectie, tussentijdse inspectie en buitengewone inspectie	1.8.6.3.3.1, 1.8.7.7.2 van bijlage A bij het ADR	1.650 EUR
17.6.	Andere onregelmatigheden in verband met het delegeren van taken	1.8.6.3.3 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
17.7.	Naleving van de verplichtingen inzake informatie van de autoriteiten	1.8.6.3.3.1, 1.8.6.3.4, 1.8.7.5.3, 1.8.7.7.5 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
17.8.	Niet-naleving van de erkenningsprocedures voor verpakkingen/tanks	1.8.7, 1.8.8, 4 en 6 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR

17.9.	Andere onregelmatigheden	1.8.6, 1.8.7, 1.8.8, 4 en 6 van bijlage A bij het ADR	1.100 EUR
-------	--------------------------	---	-----------

Gezien om te worden gevoegd bij bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen

"Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, met uitzondering van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren

<input type="checkbox"/> AAM <input type="checkbox"/> Consignatie	Formulier voor een verminderde administratieve boete of consignatie van gelden
--	--

WEGBESTURINGSEENHEID	Formulier voor de overtreder.
-----------------------------	-------------------------------

Plaats van de overtreding:

Datum van vaststelling:

Tijdstip van vaststelling:

OVERTREDER:

Naam, voornaam :

Geboortedatum :

Straat, Nr.:

Postcode : Gemeente:

Land:

Nationaliteit :

VOERTUIG(EN)

Merk :

Type :

Registratie 2

Nationaliteit :

AARD VAN DE OVERTREDING(EN)

U erkent de overtreding. U moet per bankkaart, kredietkaart, overschrijving⁽¹⁾ of cash⁽²⁾ het bedrag van de verminderde geldboete betalen dateuro bedraagt. Door deze optie te kiezen, doet u afstand van uw recht om de overtreding te betwisten. Door de betaling vervalt de administratieve actie, tenzij de Adviseur Bestuurlijke vervolging u binnen een maand in kennis stelt van zijn voornemen om de procedure voort te zetten.

U betwist de overtreding te hebben begaan.
Een proces-verbaal zal worden opgemaakt.

Bank/kredietkaart

Overschrijving

Contanten

1. Alleen voor overtreders met hoofdverblijfplaats in België.
2. Alleen als de inning of consignatie wordt uitgevoerd door een lid van het operationele kadervan de lokale of federale politie.

Naam van de verbalisant:

Handtekening:

Datum:

IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER

Naam:

Handtekening:

Datum:

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2024 betreffende de wegcontroles en bedrijfscontroles op overtredingen met betrekking tot het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE